

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N°159-5 Juin 1975. B.P. 161 75864 Paris cédex 18 - C.C.P. Front Rouge 31-191-14 La Source 2,00F

Face à la politique de crise

OUI LA LUTTE EST POSSIBLE !

Usinor, Chausson, Câbles de Lyon, Sacilor, Ugine-acier, Unimel, Bourgeois... autant d'entreprises où dans le dernier mois les travailleurs ont mené ou mènent encore des luttes importantes. L'énumération est significative car un mois, deux mois... six mois auparavant, les actions engagées par les travailleurs étaient bien moins nombreuses. L'accalmie relative qui avait succédé à la longue bataille des postiers, la solitude dans l'action ressentie par les travailleurs de Renault-le-Mans, tout cela aujourd'hui est en train d'être dépassé. Les questions posées par les travailleurs, grévistes ou non grévistes dans la dernière période, n'en deviennent que plus pressantes. Comment mettre en échec la politique de crise de la bourgeoisie ? Est-il possible de construire aujourd'hui un rapport de forces capable de faire reculer les capitalistes ? Comment s'y prendre ?

Le bilan précis des difficultés rencontrées par les travailleurs dans leurs luttes depuis un an, le bilan de la manière dont progressivement les travailleurs se dégagent des effets de cette politique de crise, fournissent des éléments de réponse à ces questions.

LES ASPIRATIONS A LA LUTTE FACE A LA POLITIQUE DE CRISE

Depuis plus d'un an, particulièrement depuis l'élection de Giscard à la présidence, les travailleurs sont soumis à une série d'attaques extrêmement dures de la part de la bourgeoisie qui cherche sans détour à faire payer aux travailleurs les frais de ses difficultés économiques. L'extension du chômage (80% de chômeurs en plus en un an), de l'inflation ont pris des proportions inégalées depuis très longtemps. Les travailleurs ont fréquemment vus leurs ressources mensuelles amputées de 300,400, voire 500 francs ! Quant aux chômeurs ce ne sont pas les allocations consenties à très peu d'entre eux (5% seulement ont droit aux 90% d'indemnisation tant vantés

par Giscard) qui leur permettra de faire vivre décemment leurs familles. Cyniquement les capitalistes doublent les mesures du chômage partiel d'un renforcement de l'intensification du travail, d'une augmentation de la production comme l'ont dénoncé les grévistes Chausson, d'Usinor...

Face à cette politique d'austérité, les travailleurs dans leur lutte sont constamment soumis au chantage à la crise. La grève des PTT en a constitué un bon exemple : tout le monde a encore en mémoire les attaques de Chirac contre les grévistes les accusant de remettre en cause par leurs revendications « irréalistes » le rétablissement de la situation économique. Ce scénario est désormais classique, il est repris dans chaque conflit. Les pressions de la bourgeoisie pour imposer la collaboration de classe, pour faire renoncer les travailleurs à leurs luttes ont pris de proportions très importantes : le moyen le plus classique étant le chantage au licenciement pour prévenir toute lutte contre l'intensification du travail ou pour les salaires.

La riposte des travailleurs face à cette « politique de crise » ne s'est pas dessinée d'un seul coup. Il est significatif, par exemple, que les premières luttes qui se sont déroulées aient concerné le chômage total, ou se soient déroulées dans des secteurs où l'emploi est, si l'on peut dire, moins menacé qu'ailleurs. Incontestablement, les travailleurs dans cette période marquaient assez largement des hésitations sur la manière d'affronter la bourgeoisie ? La classe ouvrière qui précédemment à Lip, Saviem, Moulinex avait montré assez clairement sa contestation de la société capitaliste, des solutions de rechange des réformistes du PS et des révisionnistes du P(C)F, s'est retrouvée face à cette politique de crise dans une situation d'attente : comment surmonter l'obstacle mis en place par la bourgeoisie ?

(Suite page 3)

Congrès de la C.G.T. :

LA DEMOCRATIE SYNDICALE DES REVISIONNISTES

UN camarade de l'OSR explique, à l'occasion du prochain Congrès de la CGT, les perspectives de l'action syndicale révolutionnaire. Au moment où les dirigeants révisionnistes de la CGT placent ce 39ème Congrès sous le signe de la « démocratie syndicale », un témoignage significatif de ce qu'ils entendent par là, est apporté par l'exclusion d'un de nos camarades, délégué CGT à Brandt. (PAGE 5).

Les mesures de Giscard sur le chômage des jeunes et le blocage des prix

TROIS milliards débloqués pour les patrons pour camoufler le chômage des jeunes, quelques prix de produits bloqués, voilà les dernières mesures qui s'inscrivent dans la politique de crise de la bourgeoisie. Elles ne sauraient masquer l'aggravation du chômage et la baisse du pouvoir d'achat des masses. (PAGE 6)

Assises sur les accidents du travail et les maladies professionnelles

LES assises se tiendront à Paris les 14 et 15 juin. Elles se donnent pour objectif de dénoncer l'ensemble de l'organisation capitaliste du travail, responsable des atteintes quotidiennes à la santé des travailleurs, en réunissant ouvriers, paysans, syndicalistes CGT et CFTD, travailleurs de la santé et médecins.

Moyen-orient

NOUVELLES OFFENSIVES DIPLOMATIQUES U.S.

LA rencontre Ford Sadate à Salzbourg, le retrait israélien dans le Sinai, qui n'empêche pas les sionistes de garder le canal de Suez à portée de leurs canons, sont les signes d'une nouvelle offensive diplomatique de l'impérialisme US, après l'échec de Kissinger. Il veut imposer la reconnaissance d'Israël, en négociant une paix séparée sous son égide. (PAGE 8)



A Gaza, les palestiniens chassés de leur terre par les sionistes

Front rouge bi hebdomadaire aujourd'hui EN AVANT VERS LE QUOTIDIEN

EN AVANT VERS UN QUOTIDIEN COMMUNISTE !

Lundi paraissait le premier numéro, de Front Rouge bi-hebdomadaire. Pendant tout le mois de juin et une partie du mois de juillet Front Rouge paraîtra 2 fois par semaine, le lundi sur 4 pages, le jeudi sur 8 pages. Avec la parution du bi-hebdomadaire, c'est une nouvelle bataille que nous engageons pour que paraisse à la rentrée un quotidien communiste. Cette bataille, camarades, lecteurs réguliers ou occasionnels, vous qui lisez Front Rouge pour la première fois, c'est la vôtre car le quotidien communiste c'est votre affaire.

QUEL QUOTIDIEN VOULONS-NOUS

Nous sommes assaillis en permanence par la propagande déversée par la presse bourgeoise, qui ignore ou calomnie nos luttes, travestit la réalité de l'oppression capitaliste. Actuellement, il n'y a rien pour s'opposer à ce matraquage incessant. La presse dite « ouvrière », celle du P.C.F., participe à sa façon au courant bourgeois. Les masses n'ont pas de moyen d'expression qui leur permette de faire connaître leurs luttes, les aspects les plus saillants de leur exploitation, elles n'ont pas de véritable moyen d'information sur les luttes de classe en France et dans le monde. Ce sera le rôle du quotidien qui, chaque jour, popularisera les luttes des masses dans les usines, les quartiers, ripostera du tac au tac aux campagnes de la bourgeoisie, donnera la

Le premier numéro bi-hebdomadaire de Front Rouge est paru le lundi 2 juin. Mais il n'a pas été distribué dans les kiosques. Aussi, à tous les lecteurs qui n'auraient pu se procurer ce numéro, nous leur proposons de s'abonner pour la période pendant laquelle Front Rouge paraîtra 2 fois par semaine.

Abonnement pour 7 numéros : 12 f. port compris.
Passez vos commandes à F.R.
B.P. 161-75864-PARIS-Cédex 18
CCP 31 191 14 - La Source

parole aux travailleurs pour qu'ils parlent de leurs luttes, leur permettra de tirer les leçons de leurs succès et de leurs échecs, et leur apportera un point de vue communiste sur l'actualité.

Un tel journal ne pourra se faire sans vous, ce quotidien, ce doit être le quotidien du peuple.

C'est dans cette voie que nous devons résolument nous engager. Vous avez tous, des suggestions à faire pour améliorer le journal, des idées sur ce que devra être le quotidien, des propositions de rubriques nouvelles, sur la présentation, le style, la façon de rendre compte de l'actualité... ces suggestions, ces propositions ou ces critiques, sont précieuses pour gagner la bataille du quotidien, ne les gardez pas pour vous, écrivez-nous pour nous en faire part ! Mais votre contribution ne doit pas s'arrêter là, il est essentiel que vous nous faisiez part le plus souvent possible de vos luttes, des aspects les plus saillants de l'oppression capitaliste dans vos entreprises, dans vos quartiers. Si vous avez des connaissances ou une expérience sur tel ou tel sujet, n'hésitez pas à proposer votre collaboration au journal sur ce sujet précis. Il vous appartient également de discuter largement du quotidien : de faire circuler Front Rouge autour de vous et de recueillir critiques et suggestions.

UNE ETAPE VERS LE QUOTIDIEN

Le bi-hebdomadaire c'est un premier pas vers le quotidien, un premier pas qui doit nous permettre de commencer à résoudre les problèmes que posent la sortie d'un quotidien communiste et de vaincre les obstacles dressés par la bourgeoisie pour empêcher la libre expression des masses.

La parution bi-hebdomadaire, c'est une réponse plus rapide à l'actualité, le moyen de rendre compte dans des délais plus rapprochés des luttes des travailleurs, de riposter aux mensonges quotidiens de la « grande presse », de la télé et de la radio, d'aborder les problèmes

que rencontrent les travailleurs dans leur vie quotidienne que nous ne pouvions traiter dans un hebdomadaire.

Le bi-hebdomadaire doit être entre nos mains un moyen pour que notre presse communiste soit plus qu'aujourd'hui l'affaire des masses, le moyen pour tisser des liens plus étroits avec les travailleurs. La parution du bi-hebdomadaire doit être le moyen d'engager dès aujourd'hui ces transformations.

Camarades, en avant pour que demain nous disposions d'un quotidien communiste qui parle de nos luttes ignorées ou calomniées par la bourgeoisie, qui dise la vérité sur nos conditions de vie et de travail, qui rassemble nos aspirations révolutionnaires et trace la perspective concrète du pouvoir des ouvriers et des paysans !



50 millions pour le QUOTIDIEN

La presse est libre en France, assurait Chirac récemment. Formellement dans la constitution certes... Mais que signifie cette liberté quand seule la bourgeoisie possède les moyens matériels et financiers nécessaires à la parution de journaux à grand tirage. Faire paraître un quotidien nécessite des moyens considérables qui réduisent à peu de choses la prétendue liberté de la presse. C'est pourquoi la bataille pour le quotidien communiste c'est aussi une bataille pour conquérir les moyens nécessaires à sa parution. La bourgeoisie dispose de multiples possibilités pour entraver ou saboter la diffusion de notre presse ; avec le quotidien ces pressions vont se multiplier, nous ne pourrions y faire face qu'en nous dotant des moyens nécessaires pour contrôler et assurer à tous les stades, la fabrication et la distribution.

Ceci demande beaucoup d'argent, nous n'avons d'autres sources de financement que la vente de Front Rouge et l'aide de nos lecteurs. La bourgeoisie ne subventionne pas la presse révolutionnaire ! C'est pourquoi aujourd'hui

nous nous adressons une nouvelle fois à vous, camarades, lecteurs et amis du journal. Ces 50 millions qui nous sont nécessaires pour couvrir les investissements que nous devons engager pour le quotidien, pour qu'il ne puisse être étouffé dès sa naissance par la bourgeoisie. Seul votre soutien a permis que Front Rouge hebdomadaire puisse poursuivre sa parution. Vous avez répondu avec enthousiasme à chacune de nos souscriptions, nous savons que vous vous engagerez résolument dans celle-ci.

Vous ne permettez pas que la bourgeoisie étouffe financièrement le projet du quotidien, de votre quotidien.

Pour réunir une telle somme, nous comptons d'abord sur vos souscriptions, camarades lecteurs, mais cela ne peut suffire, chaque lecteur doit collecter autour de lui en expliquant les objectifs du quotidien et la nécessité d'une telle collecte pour son existence.

EN AVANT POUR LES 50 MILLIONS, POUR QUE PARASSE EN SEPTEMBRE UN VRAI QUOTIDIEN COMMUNISTE !

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

Samedi 7 Juin - 14 h
mutualité - salles A, C, G...

FACE AU CHOMAGE : PRENONS L'OFFENSIVE ! DEVELOPPONS LES LUTTES ! ORGANISONS-NOUS ! FORUM DES OUVRIERS EN LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ! avec des ouvriers, d'Usinor Dunkerque, de Renault, de Lip, de Chausson, de Piron-Bretoncelles, de Titan-Coder, de Bourgeois, Weil, Unimel (Besançon), des ouvriers de CIP-Bailleul, d'Everwear...

avec les comités de lutte contre le chômage...

DERRIERE LE LIBERALISME DE GISCARD : LA REPRESSION DES LUTTES ! des travailleurs des P.T.T. de Paris, des ouvriers d'Usinor-Dunkerque, des ouvriers du livre témoignent.

VIVE L'UNITE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE !
RASSEMBLEMENT DE L'UNION COMMUNISTE

FACE A LA CRISE DE LA BOURGEOISIE - UNE SEULE REponse : OFFENSIVE OUVRIERE ! EDIFIONS LE PARTI DE TYPE NOUVEAU ! LA LUTTE CONTRE LES DEUX SUPER-PUISSANCES ET LA REVOLUTION EN FRANCE
Intervention centrale du P.C.R. (ml)

INDOCHINE : « AU SUD VIETNAM AVEC LE G.R.P. » FILM INEDIT DE ROGER PIC DE RETOUR DU SUD VIETNAM LIBERE.

PALESTINE : BEYROUTH LA SITUATION ACTUELLE DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE avec un représentant du peuple palestinien, membre de la G.U.P.S.

OU VA LE PORTUGAL APRES LES ELECTIONS ? avec Jean Lermet, Monique Chéran, Tobias Engel, envoyés spéciaux de Front Rouge de retour du Portugal et des révolutionnaires portugais...

Organisé par les Fédérations Parisiennes du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (M.L.) sous la présidence d'André Roustan, ancien F.T.P. président du P.C.R. (ml).

UNITE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE, avec Jean-François Vitte, responsable de l'U.C.J.R., des jeunes ouvriers, des jeunes des CET, des lycéens.

UN QUOTIDIEN COMMUNISTE EN SEPTEMBRE 75 : QUEL JOURNAL VOULONS-NOUS ? avec Marc André, directeur de Front Rouge et des membres du Comité de Rédaction.

APRES LE TRIBUNAL POPULAIRE DE LIEVIN - CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES - LES TRAVAILLEURS ACCUSENT LE CAPITALISME avec des mineurs de la Commission Populaire de Liévin, de l'Association de défense des silicosés, des mineurs de Faulquemont, de Montceau-les-Mines, avec des travailleurs hospitaliers, des médecins...

MUSIQUE - CHANTS DE LUTTE : avec LOS CHACOS : chants d'Amérique Latine
FRANÇOIS TUSQUES ET LE COLLECTIF DU TEMPS DES CERISES

FESTIVAL DE FILMS REVOLUTIONNAIRES : FILM CHINOIS : « ACTUALITES DE CHINE »
« L'HEURE DE LA LIBERATION A SONNE » (Dhofar)
« PALESTINE VAINCRA ! »
« LA REPRISE ABUSIVE » : la lutte des paysans de Loire Atlantique contre les expulsions, réalisé par des paysans travailleurs.

MONTAGE DIAPOS SUR LE TRIBUNAL POPULAIRE DE LIEVIN

STANDS DU MONDE ENTIER

LILLE : 500 personnes au rassemblement du Parti

Le rassemblement du 30 mai à Lille marque une avancée importante du Parti sur notre région. Dès 20 h, de nombreux travailleurs sont dans la salle. Les conversations s'engagent, entre les nombreux immigrés présents, les jeunes des CET et lycéens, les ouvriers venus de nombreuses usines de la région. Des petits groupes s'arrêtent devant les panneaux consacrés au travail des cellules du Parti, et au Congrès de l'UCJR. De nombreux Front Rouge sont vendus : tout le monde écoute attentivement nos explications sur la parution du Quotidien.

Dans le Nord Pas de Calais, il y a 90.000 chômeurs. Le rassemblement consacre une partie importante à cette question : le camarade d'Usinor parle de la lutte à Dunkerque, explique la combativité des ouvriers, les contradictions qui se développent dans son usine parmi les révisionnistes. Le Comité de lutte contre le chômage de Roubaix, apporte ensuite son expérience, décrit les premières actions qu'il a engagées, trace la voie de l'Unité Populaire et d'une riposte d'ensemble à la politique de crise.

La salle applaudit longuement le camarade de CIP-Bailleul en lutte depuis plusieurs semaines. A travers son intervention, comme à travers celle d'une ouvrière d'Alcatel, c'est la sur-exploitation des femmes du peuple qui est dénoncée, c'est leur combativité accrue et leur place dans le combat révolutionnaire d'ensemble qui sont soulignées.

La présence à la tribune de 3 mineurs, qui parlent de leurs conditions de vie et de travail, de la silicose, du logement etc... montre qu'une force commence à se construire dans les mines, malgré la démobilisation organisée depuis des années par les révisionnistes. L'un d'entre eux, explique comment le Parti qu'il a rejoint avec d'autres mineurs après le Tribunal Populaire, a

su tracer la voie, entreprendre l'action en s'appuyant sur la volonté des masses, comment il représente aujourd'hui l'espoir des mineurs.

Parlant ensuite, Jean-François Vitte revient sur tous les aspects de l'oppression de la jeunesse en système capitaliste. Il souligne la portée de la création de l'UCJR qui renoue avec le passé de lutte des jeunes dans notre pays. Terminant cette partie du meeting, un camarade des APF explique comment ils ont entrepris la lutte sur le front du logement. Mauroy, maire de Lille (PS) est conspué à cette occasion !

L'intervention du camarade de la fédération du Nord est suivie avec attention. Elle explique la profonde situation de faiblesse de l'impérialisme français ; elle montre comment, dans cette situation de crise politique, les aspirations des travailleurs à une autre société se développent, comment la volonté révolutionnaire des masses appelle la construction d'un Parti de type nouveau.

Le débat s'instaure ensuite, avant la projection d'un film sur l'édification du socialisme en Chine, avec les participants sur la situation internationale. Un représentant de la GUPS dénonce les manœuvres des phalangistes au Liban, balaye les spéculations sur les divisions au sein de l'OLP, souligne que son objectif un peuple palestinien n'a pas changé ; instauration de l'état démocratique et laïc sur l'ensemble du territoire palestinien.

Tobias Engel répond ensuite aux questions que lui pose la salle sur le MFA, les manœuvres des révisionnistes et leurs contradictions avec le PS, la lutte du peuple pour la liquidation des séquelles du fascisme.

Malgré l'heure tardive, les discussions se poursuivent après le meeting sur la ligne du Parti, son travail dans les usines, parmi les jeunes etc... De très nombreux contacts ont été pris.

POUR QUE PARASSE EN SEPTEMBRE 75, UN QUOTIDIEN COMMUNISTE, JE SOUSCRIS DES AUJOURD'HUI UN ABONNEMENT A :

FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an 250 F. Nom :
 6 mois 150 F. Profession :
 3 mois 80 F. Adresse :
 1 mois 30 F.

Cochez la case choisie et envoyez à Front-Rouge - BP 161 - 75864 Paris Cédex 18.

OUI LA LUTTE EST POSSIBLE

(Suite de la page 1)

SURMONTER LES HESITATIONS

Aujourd'hui la situation s'est modifiée : dans toute une série d'entreprises les travailleurs surmontant les hésitations, ont engagé la lutte, prenant l'offensive pour la revalorisation de leurs salaires, contre le chômage partiel. Certes ces luttes sont encore marquées par certains traits qui existaient dans la période précédente : par exemple tous les travailleurs de l'entreprise ne rallient pas la grève, et il peut exister comme cela a été le cas à Usinor un contingent de non-grévistes important à côté des grévistes. Cela veut dire que seul un noyau d'éléments déterminés a aujourd'hui surmonté ses hésitations face à la politique de crise. Mais ce qui est décisif et ce qui montre la voie de l'avenir, c'est l'examen des travailleurs en lutte avec les autres entreprises de la localité. Par exemple la détermination des grévistes d'Usinor à développer dans le cours de la grève des explications en direction des non grévistes pour les rallier, l'échec des tentatives de la direction pour mobiliser les non-grévistes contre les grévistes, la confiance manifestée par les grévistes lorsqu'ils ont repris le travail, le bon accueil que leur a réservé leurs camarades dans l'usine, tout cela montre qu'il est possible d'envisager à Usinor dans une période rapprochée l'engagement d'une lutte de plus grande ampleur. De même il est significatif qu'à Besançon, comme à Gennevilliers, la lutte dans une entreprise ait trouvé un écho suffisamment puissant chez les travailleurs de la localité pour que dans plusieurs autres entreprises de la localité des grèves éclatent à leur tour : Bourgeois, Weil et aujourd'hui Schlumberger ont suivi l'exemple d'Unimel-Besançon tandis qu'à Gennevilliers, Air Equipement, Chausson, puis les Câbles de Lyon (clichy) recouraient quasi simultanément à la grève. De même encore pour fournir un dernier exemple, il est aussi significatif que la grève d'Usinor ait conver-

gé avec les mouvements dans la sidérurgie lorraine (Gandange, Sacilor Rombas, Sacilor Hagondange)

Que révèlent ces exemples ? Qu'il existe aujourd'hui, dans la classe ouvrière une profonde aspiration à un mouvement d'ensemble contre la bourgeoisie. Qu'il s'agisse de l'inflation, qu'il s'agisse du chômage partiel ou total, de plus en plus les travailleurs saisissent aujourd'hui qu'ils affrontent au-delà de telle ou telle mesure patronale une politique d'ensemble de la bourgeoisie, et que c'est dans un mouvement d'ensemble qu'elle pourra être remise en cause. Et la vérité qui se fait jour progressivement et qui rompt avec la situation de la période précédente, c'est qu'un tel mouvement est possible.

SURMONTER LES OBSTACLES DRESSÉS PAR LE P«C»F

Dans leur lutte contre la bourgeoisie et sa politique de crise, les travailleurs doivent aussi surmonter les obstacles dressés par les révisionnistes du P«C»F. Ces gens-là tentent de semer la confusion n'hésitant pas à recourir à toutes les attitudes démagogiques pour tromper les travailleurs. Ils manifestent déjà leur faiblesse quand pour atténuer les contradictions qui les opposent aux masses, ils sont amenés depuis plusieurs mois à modifier la tactique qu'ils adoptent dans les luttes : non seulement en paroles, mais aussi dans certaines actions ils peuvent sembler avoir une position tranchée avec les positions traditionnelles qu'ils adoptaient par exemple dans les conflits importants de l'année dernière. Dans les faits loin de les aider à maintenir leur influence, une telle position ne peut à court ou moyen terme qu'aiguïser leurs difficultés. On a pu voir par exemple à Usinor comment des éléments influents de la cellule du P«C»F de l'usine, pour rester sur les positions dures qu'ils avaient affectées depuis le début de la lutte en venaient, à court de perspectives à

défendre des positions ultra minoritaires, putschistes pour poursuivre la grève ; la grève de la faim et les actions violentes qu'ils ont pu proposer ont en fin de compte été désavouées par les grévistes qui recherchaient avant toute chose les moyens de gagner la majorité à leur lutte. L'incapacité des révisionnistes (qui sont de plus en plus divisés publiquement sur les choix à faire) à répondre aux aspirations des masses a été largement ressentie par les travailleurs d'Usinor. Et il ne s'agit pas d'un fait isolé. Quand le problème sur lequel réfléchit aujourd'hui les travailleurs,

c'est celui de gagner la majorité, de faire converger les luttes vers un mouvement d'ensemble, on comprend que les révisionnistes ne peuvent généraliser le type d'attitude dure qu'ils adoptent dans des mouvements d'une ampleur telle qu'ils ne pourraient les contrôler. On a vu à Renault comment les révisionnistes de la CGT tout en accompagnant les grévistes du Mans s'opposèrent de front à toute tentative de généralisation de la lutte à toute la Régie. Le même phénomène se constate à Chausson, où les révisionnistes tentent d'éviter la liaison directe entre l'usine d'Asnières, et celle de Gennevilliers. C'est pourquoi aujourd'hui la classe ouvrière ne peut affronter victorieusement la politique de crise de la bourgeoisie sans rejeter fermement les propositions révisionnistes.

GAGNER LA MAJORITE C'EST POSSIBLE

Prendre l'offensive, achever de rompre avec la situation d'attente qui caractérisait le passé, c'est possible. Ce ne sont pas les travailleurs qui sont en position de faiblesse aujourd'hui, c'est bien la bourgeoisie. C'est elle qui pour maintenir sa domination de classe est obligée de recourir à de nouveaux moyens pour imposer la collaboration de classe, les anciens ayant fait faillite. C'est elle qui

pour stabiliser ses rapports avec la classe ouvrière, pour limiter le développement des aspirations révolutionnaires des masses, doit intensifier sa campagne sur la crise pour tenter d'imposer la collaboration de classes.

Aujourd'hui il est nécessaire que les travailleurs qui ont rejeté le chantage à la crise, déploient tous leurs efforts pour gagner leurs camarades encore hésitants. Ga-

gner la majorité pour engager le combat dans de bonnes conditions, c'est le principe qui doit guider ces travailleurs. A l'exemple des travailleurs grévistes d'Usinor qui ont consacré une large part de leur activité à discuter avec leurs camarades, à démonter le chantage de la bourgeoisie, pour les rallier à la lutte, c'est dans cette direction qu'il faut travailler en montrant comment un mouvement d'ensemble est possible, comment il peut faire reculer la bourgeoisie.



Unimel, Chausson, 2 grèves qui ont eu des répercussions importantes auprès des travailleurs de Besançon et Gennevilliers.



PS-P«C» : DE NOUVELLES LEZARDES DANS "L'UNION"

A l'occasion de l'affaire du « Republica », les divergences P«C»-PS sont à nouveau mises à l'ordre du jour après l'accalmie de surface constatée depuis février. Il est évident que les 100 meetings piteux de l'union de la « gauche » n'ont pas changé le fond de la question. On a vu aussi avec clarté que le dernier comité central où Marchais a exalté la « solidité » de l'union a été une diversion aussi rapide qu'inefficace pour masquer les divergences durables et grandissantes entre les deux partis.

Chacun des deux cherche en effet à se différencier de l'autre et à se renforcer aux dépens de son « partenaire ».

Ce n'est pas la « réunion au sommet » prévue ce mois-ci qui pourra changer la situation. A mesure que le temps passe en effet, la question de la renégociation du programme commun, signé uniquement jusqu'à 1977, prend une acuité particulière. P«C»F et PS veulent tous les deux se présenter devant les masses en position de force dans cette perspective.

LES CRITIQUES GENES DU P«C»F AU PS

On ne saurait se laisser tromper par la violence feinte des critiques faites par Andrieu dans l'Humanité, concernant le passé des socio-démocrates. S'il évoque, dans le vague, le rôle répugnant du PS dans les guerres coloniales de l'impérialisme français, il ne s'en prend pas directement à Mitterrand lui-même, il « oublie » par exemple son rôle comme ministre de la justice, dans l'exécution de Fernand Yveton, militant du P«C»F opposé à la guerre coloniale en Algérie. S'il évoque la « tendance à la collaboration de classes » du PS, il ne saurait avouer que Mitterrand a passé alliance avec les révisionnistes précisément pour constituer une coalition électorale destinée à tromper les masses.

La violence feinte des attaques a en fait une fonction bien précise : face aux masses, le P«C»F veut paraître intransigeant, révolutionnaire. Mais qui peut-il tromper ? Sur la question coloniale par exemple, il veut faire oublier son rôle contre-révolutionnaire quand en 1945, au gouvernement, il a approuvé les massacres de Sétif et Guelma, quand en 1947, toujours au gouvernement, il a couvert les massacres à Madagascar. Andrieu le vertueux paiera aussi un jour toutes les mesures réactionnaires,

les trahisons qu'il couvre aujourd'hui : l'abandon de la direction à la bourgeoisie dans la Résistance, à la Libération ; il ne peut faire oublier qui a remis sur pied l'impérialisme français. Dans le présent, les critiques au PS ne peuvent non plus effacer l'appel en 1968 à dissoudre les groupes se réclamant de la révolution, l'accord fondamental avec la bourgeoisie pour dévoyer le grand mouvement de 68 et faire reprendre le travail. Marchais a beau élever le ton, on n'oubliera pas son intervention démobilisatrice au soir des élections présidentielles : « demain le travail reprendra normalement dans les usines ».

FAIBLESSES ACCRUES DU P«C»F

Tous les discours ronflants ne peuvent masquer l'essentiel : le révisionnisme est aujourd'hui sur la défensive. D'abord car il ne peut gommer les contradictions de sa ligne avec les aspirations révolutionnaires des masses, et car il ne dispose d'aucune autre perspective politique que le programme commun moribond. Défensive ensuite dans le cadre de l'alliance avec le PS où celui-ci se renforce à ses dépens, aidé par l'équipe Giscard, sans que le P«C»F puisse prendre l'initiative de la rupture : quels comptes pourrait-il rendre alors aux masses sur l'échec de sa stratégie depuis tant d'années ? Défensive enfin au jour le jour comme elle vient d'être illustrée par l'affaire du « republica » ou « l'autocritique » réitérée sur la question du « stalinisme ».

Le PS, vieux parti social-démocrate réactionnaire, qui n'a renoué que sa façade publicitaire, a beau jeu de contrer le P«C»F, en effet : ce sont les révisionnistes eux-mêmes qui se placent sur le terrain bourgeois de la quête sans principe aux suffrages de la petite bourgeoisie.

UTILISER LE DECLIN DU REVISIONNISME ET DU REFORMISME

Face à l'avenir bouché de l'union de la « gauche », il faut se saisir des brèches nouvelles qui la déchirent ; il faut expliquer le déclin des perspectives réformistes et révisionnistes, mettre en avant notre mot d'ordre mobilisateur : « oui la révolution est possible ! »

Paul LEFORT

en bref

le plan de mauroy

Dans « le Monde » du 4-6-75, nous avons droit à une profonde analyse de Mauroy (secrétaire du PS), sur le Plan, dont il définit ainsi l'enjeu : « comment opérer le redéploiement de notre appareil productif sans engendrer de tensions excessives, et en diminuant autant que faire se peut notre dette extérieure ». La réponse à cette question, Mauroy ne la fournit pas dans le cours de son article, mais elle a déjà été formulée pendant la campagne des présidentielles par Marcilhacy, qui faisait campagne pour Mitterrand : « On ne redressera pas la situation économique en France sans un plan d'austérité, et on ne fera pas d'austérité sans une large adhésion populaire. Or la gauche est la seule à pouvoir obtenir une telle adhésion. »

la demagogie du GSL

« Comme la jeunesse de Chine a délivré après 1949 son pays de l'obscurantisme et de la misère, la jeunesse d'un pays riche et développé comme le nôtre... peut-elle aussi se mobiliser et faire bouger profondément sa société. » A la « Génération Sociale et Libérale », on n'a pas peur des mots, les minets giscardiens ont bien appris la leçon de leur chef de file : de la demagogie, encore de la demagogie, toujours de la demagogie. Mais qui nous fera croire que ces jeunes minets veulent changer une société dont ils sont les nantis ? Leur référence verbale à la Révolution chinoise cache mal l'incapacité de la bourgeoisie à offrir des perspectives mobilisatrices pour la jeunesse.

un service après-vente pour les marchands de canons

La délégation ministérielle à l'armement annonce qu'elle vient de créer un « service après-vente » qui aura pour tâches : la tutelle et le contrôle des opérations d'assistance extérieure, la mise en place de missions d'assistance technique à l'étranger et l'organisation en France de stages de spécialistes pour les pays intéressés. Les « services » offerts par cet organisme sont un atout supplémentaire pour l'impérialisme français dans sa concurrence avec les autres marchands de canons, mais c'est aussi un moyen de pression sur les pays qui achèteront les armements français.

USINOR : après la reprise du travail "C'EST PAS LE DECOURAGEMENT, AU CONTRAIRE, ON RENTRE POUR LUTTER" ...

Le travail a repris à Usinor. Les propositions du patron sont bien au-delà des revendications des travailleurs. Malgré cela, ce n'est nullement découragés que les grévistes ont repris le travail. Le sentiment qui prédomine c'est la volonté de construire à l'intérieur de l'usine un nouveau rapport de force face au patron, susceptible de le faire céder. Il est caractéristique qu'aujourd'hui contrairement aux autres

grèves de grève à Usinor Dunkerque (grève du Mouvement en 71, grèves des hauts fourneaux en 74), les travailleurs qui reprennent le travail ont en tête une préoccupation essentielle : gagner les non-grévistes pour réengager la lutte. L'interview de Gérard 28 ans mécanicien au slabbing est révélateur. Syndiqué CGT, membre assidu du piquet de grève son point de vue est représentatif de celui de l'ensemble de ses camarades.

Que penses-tu de la décision de retourner à l'usine pour reconquérir le rapport de force ?

C'était la seule chose à faire, car on n'avait plus le rapport de force avec nous. On a reculé, mais c'est pour mieux sauter. Sur le tas, moi je connais tout le monde, comme on a pris une position claire, il n'y a plus qu'à expliquer aux gars pourquoi on a raison, il faut gagner ceux qui sont passés au dessous du grillage. Dans mon équipe, il y a 70% de mécontents, c'est pour cela que c'est nécessaire de discuter avec eux. Pour ma part, je vais d'abord expliquer la situation, aujourd'hui en étant en contact, tu peux leur expliquer, leur faire comprendre la manœuvre du patron. Ils vont répondre qu'ils n'étaient pas contre la grève mais moi je vais leur répondre qu'étant à l'atelier, de fait, ils étaient contre nous. Je vais aussi parler des licenciements et beaucoup vont être d'accord, je leur dirai que si on avait été tous unis, ça ne serait pas arrivé. Partant de là, on va se tenir au courant de ce qui va se faire aux aciéries, et dès qu'il y aura quelque chose on va bouger. Je vais montrer aussi que la maîtrise n'est pas avec nous ; à Usinor les contremaîtres c'est plutôt la claquette sur l'épaule et le Ricard quand on a bien bourré, maintenant fini ce petit cinéma, là ils viennent de prouver de quel côté ils étaient. Alors tu vois, c'est pas le découragement, au contraire on rentre pour lutter.

Quant aux gars qui sont restés jusqu'au bout, jamais plus le patron ne les aura avec lui, tous ces gars éparpillés partout ça va être des meneurs, en fait il a fait que nous endurcir en voulant nous briser.

Pétition circulant dans les secteurs de syndiqués CGT, CFDT, non syndiqués pour la réintégration des licenciés.

A la suite de notre lutte contre le chômage partiel et pour les 250 F, des camarades se voient aujourd'hui menacés de licenciements, mises à pied et expulsions. A travers eux, c'est nous tous qui sommes visés quelles que soient nos opinions sur le conflit, nous ne pouvons tolérer de telles injustices et nous apportons tout notre soutien aux camarades sanctionnés.

Comment vois-tu l'avenir ?

Ça va repartir, parce que le chômage conjoncturel va revenir. Maintenant qu'on a échoué parce qu'on était pas ensemble les non-grévistes vont être obligés de prendre position ou accepter de voir leur paye baisser tous les mois de 200 F ou lutter. Pour moi, ça n'est qu'un début. Faut voir qu'on a à faire à un rude adversaire qui ne fait pas de cadeaux alors fini maintenant les heures supplémentaires, la course à la production...

Et l'avenir pour la situation d'ensemble ?

Je crois que ce n'est pas fini, que ça va s'étendre, regarde pour la grève du Parisien Libéré, les P et T ont soutenu, déjà les gens commencent à s'aider ; ici on n'a pas bougé toute la France mais on a quand même amené toute la trust et la sidérurgie à bouger... on reprend peut-être avec pas grand chose, mais le vrai résultat c'est qu'on a déclenché un mouvement important. J'ai perdu un mois de salaire, j'aurais voulu que les revendications soient satisfaites, mais je pense pas qu'on s'est battu pour rien, car ce n'est qu'un début.

Quelles premières leçons tires-tu de cette grève ?

Plus question de partir sans être tous ensemble, il faudra qu'on explique aux gars ce qui s'est passé, qu'on était parti pour une bonne cause et qu'il ne faut plus se laisser diviser à l'avenir. Il faudra aussi plus de poigne et plus d'organisation, c'est pas normal de ne pas avoir fait de collectes, il faudra contacter plus de monde, par exemple les paysans qui sont venus vendre au prix coûtant, c'était bien... plus de vie syndicale aussi.

Avant de partir nous interrogeons sa femme.

Que pensez-vous de l'initiative prise par quelques femmes de grévistes ?

C'était bien, il y aurait dû en avoir plus à la manifestation, moi j'y serais bien venue mais j'étais tenue par les gosses... on comprend leur lutte parce que c'est nous qui tenons le porte monnaie, on vit sur la même paie que nos maris, on partage les mêmes soucis...

CHAUSSON : 4ème SEMAINE DE GREVE

Gennevilliers, Asnières, Reims... les travailleurs de Chausson poursuivent la lutte. « 250 F. pour tous », « Parité avec Renault », c'est leurs revendications essentielles, celles sur lesquelles ils se battent depuis plus de trois semaines. A Gennevilliers près d'un millier de personnes ont manifesté leur soutien en venant à la journée « Portes ouvertes » de samedi. Aujourd'hui, de nombreux travailleurs sont conscients de la nécessité de populariser plus largement encore leur lutte, et les propositions des camarades du Parti, en vue d'une manifestation qui fasse la jonction entre les différentes luttes sur la région, sont bien accueillies. C'est qu'au niveau des directions syndicales, les propositions sont fai-

bles et que les contradictions avec le Comité de Grève s'accroissent. Un travailleur marocain nous disait les difficultés qu'il rencontre de la part de certains responsables CGT dès qu'il s'agit de proposer un débat qui « risque d'être politique », que ce soit sur le Maroc ou la place des travailleurs immigrés dans les luttes. C'est sans doute ce que la CGT appelle « démocratiser les luttes ».

Elargir le soutien, renforcer l'occupation, faire en sorte qu'elle soit l'affaire de tous les travailleurs et non seulement d'un noyau actif, parmi lequel une proportion importante de délégués, c'est dans ce sens que vont les interventions du Parti.

Chausson (Reims) : 4^e semaine de grève. La police est intervenue deux fois, les grévistes ayant occupé l'usine entre temps. 4 cars de CRS stationnent en permanence devant l'usine. Jeudi les grévistes ont parcouru les ateliers pour discuter avec la centaine de salariés qui avaient repris le travail (sur les 1500 que compte l'usine), ce qui a renforcé la détermination. De fait aucune production ne sort de l'usine.

La section CGT de l'usine est traditionnellement en opposition avec la Bourse et un représentant de l'Union locale s'est fait gentiment reconduire par la section. Quant à la CFDT, nombreux sont ses militants de l'usine qui sont opposés au Programme Commun.

Devant l'intransigeance du patron (qui a même fait cisailer les grillages par des policiers en civil) les ouvriers prennent de nombreuses initiatives : ils organisent la solidarité avec les grévistes de la P.U.M., ils sont intervenus à la foire exposition, défilant derrière la fanfare militaire en chantant... l'Internationale ! Les revendications des travailleurs de Chausson sont maintenant largement connues sur Reims :

250 F. POUR TOUS
REDUCTION DES CADENCES
FRANÇAIS, IMMIGRES : EGALITE DES DROITS
correspondant REIMS



Sous la protection des flics les cadres de Chausson coupent le grillage de l'usine.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL A CHAUSSON

• Les accidents

Avec un taux de fréquence de 13,9 à Gennevilliers, Chausson est au deuxième rang des entreprises françaises, juste derrière les Houillères du Nord, où a eu lieu récemment la catastrophe de Liévin. Ce taux est deux à trois fois plus élevé que celui de l'Automobile en général. Notons qu'en 1960 ce taux s'élevait à 9,9... comme quoi le progrès technique, s'il a permis d'aug-

menter la production, n'a rien apporté aux travailleurs.

• L'emploi

33% de taux de départs volontaires là, Chausson est en première place et de très loin, puisque Citroën, réputé dans ce domaine atteint, elle, 18%. Quant à l'absentéisme, il atteint 11,4 juste derrière les Houillères et les entreprises textiles du Nord.

CABLES DE LYON (CLICHY)

"300F POUR TOUS" !

En grève depuis 10 jours, les travailleurs des Câbles occupent leur usine et luttent pour :

- 300 F pour tous.
- 1000 F de prime de vacances
- maximum des catégories professionnelles

Les salaires et les conditions de travail sont au centre des revendications. De nombreux travailleurs immigrés, en grande majorité, gagnent moins de 1400 F par mois. C'est que le patron applique une politique de déqualification systématique : il veut pas savoir quel travail on fait, on est OS, c'est tout, même si tu fais le boulot d'un régleur... nous disait un travailleur algérien continuant : « c'était plus possible de tenir, les débrayages ça n'avait rien donné, là maintenant le patron il voit qu'on est décidé,

qu'on ira jusqu'au bout... Il y a des piquets, la production est totalement arrêtée, il va bien falloir qu'il accepte de discuter sur nos revendications, surtout que la grève ça le gêne, pour ce qui est des cadences, ça y allait et qu'il y avait plein de commandes ».

Chaque matin, une assemblée générale rassemble la majorité des travailleurs ; un Comité de grève, constitué à l'initiative de la section CGT, permet d'associer les non-syndiqués à la conduite de la lutte. En cas de négociation, c'est le comité de grève qui représentera les travailleurs.

Populariser les luttes, prendre des contacts avec les autres usines en lutte sur Clichy et Gennevilliers, c'est ce vers quoi s'orientent aujourd'hui les travailleurs des Câbles.

nouvelles brèves... ...de nos correspondants

NICE : AGRESSION CONTRE 6 IMMIGRES

Dimanche 25 mai à 19 h, une vingtaine de jeunes racistes viennent agresser au 105 route de Canta-Gallet au foyer taudis où logent 55 travailleurs immigrés. Ceux-ci se mobilisent rapidement, ripostant aux jets de pierres, de chaînes de vélos donnés par les jeunes. Repoussés, ces derniers vont alors chercher leurs « parents » : l'un d'eux, un ancien policier vient armé et

menace de mort les immigrés. Six travailleurs ont été blessés dont deux très grièvement. Un comité anti-raciste s'est constitué pour organiser la lutte commune avec les travailleurs immigrés et exiger le châtiement des responsables.

Corr. Nice

A LA SAFAA (Massy)

A la fin du mois de mai, 2 contrats à durée limitée ne sont pas renouvelés et d'autres devaient suivre. Immédiatement, la section CFDT, créée en avril, engage la lutte pour :

- embauche définitive des travailleurs qui ont un contrat à durée limitée et des intérimaires qui le désirent.
- intégration des boni maximum (10%) dans le salaire de base
- salaire minimum à 1.700 F.

Malgré les manœuvres de la direction CGT conseillant à ses syndiqués

« de surtout ne pas se joindre à cette racaille », les grévistes décident l'occupation du contrôle des taximètres et taxiphones pour empêcher les appareils de sortir. Des discussions sont menées

la qualité des instantssafaa



Les travailleurs de la SAFAA en lutte apprécieront cette publicité parue dans... la vie ouvrière...

dans les ateliers avec les non-grévistes et en AG, les grévistes ont demandé des comptes aux délégués CGT sur leur absence pendant le conflit. Les travailleurs de la SAFAA ne veulent pas faire les frais de la crise de la bourgeoisie !

Cor. SAFAA

DBA-Lockeed (Beauvais)

Les 1600 travailleurs de DBA lockeed sont entrés en lutte contre la politique de crise ; ils réclament :

- maintien des postes de travail et de l'effectif de début 74.
- retour à 40 h sans perte de salaire (42 h 1/2 aujourd'hui)
- suppression du salaire au rendement
- augmentation 250 F égale pour tous...

Depuis le 27 mai, des débrayages ont lieu chaque jour. Les grévistes ont jeté à la porte de l'usine, 2 cadres chargés de rentabiliser au maximum la production et un huissier à la solde du patron.

Le patron refuse pour l'instant de céder et utilise menaces et calomnies pour tenter de diviser les travailleurs dont la détermination ne fait que grandir. Le Parti intervient activement dans la lutte.

Corres. 2/6/75

VILLEFRANCHE

3500 viticulteurs du Beaujolais ont manifesté devant la maison de l'agriculture contre la baisse du pouvoir d'achat (plus de 30%), contre le poids injuste des impôts sur la récolte de 72 (alors que le prix du vin a fortement baissé en 73 et 74), contre la fiscalité indirecte (TVA) sur le vin, seul produit agricole taxé à plus du double du tarif de tous les autres produits agricoles.

le 39^e congrès de la CGT

Il est possible aujourd'hui de développer un large courant d'opposition syndicale révolutionnaire dans la CGT

interview d'un représentant du comité d'initiative de l'OSR

FR : Lors de la tentative ouverte du PS pour assurer sa mainmise sur la CFDT par l'intermédiaire des soit disants « Assises sur le socialisme », l'automne dernier, un vaste courant s'est fait jour dans la CFDT, avec en particulier des camarades de l'OSR et des militants du PCR (ml) syndiqués CFDT. Aujourd'hui on peut se poser la question, à la veille du 39^e congrès CGT, que pensent les travailleurs de cette assemblée, quelle tactique les révisionnistes du P«C»F qui la dominant veulent-ils imposer cette année et quelles possibilités cela laisse-t-il aux syndicalistes révolutionnaires ?

bataille pour un syndicalisme de lutte de classes, pour une perspective différente du Programme Commun dans la CGT, répondant en partie (au niveau du travail syndical de masse) aux aspirations à une transformation révolutionnaire de la société qui se font jour dans les entreprises.

FR : Quelle est, dans ces conditions, la signification du mot d'ordre du 39^e congrès CGT : « démocratisons nos luttes » ?

OSR : Pour nous la démocratie dans les luttes cela signifie une prise en main par le plus grand nombre de travailleurs de leur lutte. Cela signifie que tout est fait pour que se développent les aspirations des ouvriers au socialisme et que tout est fait pour que le rapport de force dans les luttes soit à la faveur des ouvriers ! La pratique de la confédération est complètement différente. Chacun se souvient comment la grève des postiers de novembre a été brisée : refus par les dirigeants de la CGT de laisser se développer des liens entre les postiers des différents centres, sabotage de l'extension aux cheminots et aux hospitaliers. La même tactique a été utilisée à Renault Billancourt où malgré une forte volonté de lutte des OS, ceux-ci se sont vu proposer des débrayages atelier par atelier, secteur par secteur, sans jamais discuter, échanger des idées et élaborer une tactique commune. C'est particulièrement net dans la grève de Chausson à Asnières et à Gennevilliers au 17^e jour de grève avec occupation, les travailleurs des deux usines distantes de 2,5 Km ne s'étaient toujours pas rencontrés et les attaques, les calomnies contre le Comité de Grève de Gennevilliers (regroupant syndiqués et non-syndiqués) se font tous les jours plus violentes de la part du P«C»F (et du PS dans la CFDT d'ailleurs). Cette volonté d'avoir le contrôle sans partage des luttes, de les maintenir isolées et d'empêcher tout mouvement d'ensemble de la classe ouvrière contre la politique de crise de la bourgeoisie, s'accompagne d'une répression ouverte contre les militants qui développent une pratique de lutte de classes : exclusion d'un syndiqué révolutionnaire à Rhodia Belle Etoile (2), et d'un délégué syndical à Brandt, malgré le désaccord de toute la section, ainsi que la dissolution d'une section à Cl-BA, etc.

Alors qu'est-ce que cela signifie ? D'abord un signe de faiblesse du courant réformiste, qu'il soit organisé (PS-P«C») ou non (ceux qui « n'ont pas la carte » dans un parti de l'Union de la Gauche mais qui soutiennent le Programme Commun avec eux). On n'attaque pas avec obstination ce qui n'a pas d'importance. Le « verrou » de l'Union de la Gauche sur la CGT grince sous la pression des aspirations à la lutte de classe conséquente de travailleurs de plus en plus nombreux.

Nous avons noté dans de nombreuses entreprises de curieux tours de passe-passe : des membres du P«C»F, qui tenaient l'appareil CGT se retirent sur la pointe des pieds des candidatures du congrès ou de l'animation de certaines sections. C'est un phénomène qu'on retrouve au niveau national, on ne retrouve plus certains tenants du Programme Commun du style Breteau (pour les métaux) ou Achille Blondeau (pour les mines)...

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Certains des défenseurs de l'Union de la Gauche les plus notoirement engagés dans les accords de collaboration ou de sabotages ouverts de luttes ont été remplacés, mais c'est par leurs propres amis politiques pour améliorer l'image de leurs positions. Dans le même temps, le P«C»F met en avant la nécessité de « multiplier les cellules d'entreprise et de les renforcer de meilleurs communistes ». Cela se traduit par un partage des tâches, à la CGT : certains quittent leurs responsabilités syndicales pour animer ce travail, tandis qu'on voit apparaître de nouvelles têtes dans le syndicat, des cégétistes « durs » mais toujours au service du Programme Commun et du P«C»F.

C'est aussi pour cela que la direction confédérale laisse la préparation du congrès dans l'indécision à la base : « tribunes libres » souvent préfabriquées dans la V.O., « contributions » presque exclusivement de membres du comité confédéral ou des unions, peu ou pas d'assemblées préparatoires réelles. A-t-on par exemple profité des luttes (Usinor, Chausson...) pour soumettre les orientations du 39^e congrès à la masse des syndiqués et des travailleurs qui font confiance à la CGT ? Les fédéraux ont préparé des listes de participants au congrès taillées sur mesure : dans mon union des métaux, un des documents préparatoires c'est une liste de « catégories professionnelles, tranches d'âge et sexes » toute préparée pour la désignation des délégués. Nous avons « droit » (merci Ségu,

merci Breteau) à un jeune et un immigré en plus des deux délégués des principales usines du secteur. Pour presque un département entier, voilà un cadeau « démocratique », voilà qui va singulièrement limiter les discussions.

Mais aujourd'hui, on voit se développer une volonté d'offensive dans la classe ouvrière, les Renault ont ouvert le feu, au premier trimestre, suivi par ceux d'Usinor Dunkerque et maintenant ceux de la sidérurgie lorraine, de Chausson (filiale de Renault), des Câbles de Lyon à Clichy, de quelques centres de tri postaux parisiens... Devant cette volonté de lutte croissante de la classe ouvrière, les dirigeants de la CGT sont obligés d'adopter en apparence une attitude dure soutenant les revendications et ne désavouant pas ouvertement les formes de lutte employées telles les occupations. C'est un avoué de faiblesse des membres du P«C»F dans la CGT, qui ne peuvent plus ouvertement dévoyer ces luttes vers leurs objectifs électoraux (lointains) du Programme Commun, c'est un signe que la domination réformiste sur la CGT n'est plus sans partage.

C'est, entre autres, pour cela que nous pensons qu'il est possible aujourd'hui de développer un courant très large d'Opposition Syndicale Révolutionnaire dans la CGT.

C'est dans le bilan de ces luttes, dans le recensement des véritables aspirations des travailleurs que peut résider pour les syndicalistes révolutionnaires une préparation du congrès CGT, devant les masses. Le principal facteur pour le développement de l'OSR dans la CGT, c'est cela. Mais il ne faut pas croire que la bataille contre le réformisme va se limiter là. Dans la structure syndicale aussi (à l'Union des Métaux comme dans la section syndicale par exemple) il faut montrer une autre voie que celle de la soumission au Programme Commun.

Au congrès, il y aura encore trop peu de délégués syndicalistes révolutionnaires du fait du trucage de la préparation (sur lequel il faudra revenir). Mais la passation de pouvoir entre tels ou tels tenants du réformisme dans la confédération CGT ne se fera pas à l'ombre de la lutte de classes : la brèche existe, il faut l'agrandir...

L'OSR, c'est possible et nécessaire dans la CGT comme dans la CFDT.

- (1) Le peuple n° 959 et 964 que FR analysera dans un prochain article.
(2) cf Front Rouge n° 156 correspondance Lyon.

la démocratie syndicale vue par les révisionnistes: A CIAPEM BRANDT, LES REVISIONNISTES DU P'C'F DANS LA CGT PRETS A SABORDER LA SECTION

Un délégué syndical CGT, membre du PCR (ml), vient d'être dépossédé de son mandat par des permanents révisionnistes appuyés par quelques membres du P«C»F au sein de la section CGT Brandt (Lyon). Les « motifs » invoqués par l'Union des Métaux CGT : « Il ne fait pas son travail syndical » et « Il appartient au PCR, il est contre la CGT », « C'est un espion infiltré pour détruire la section... »

Ce n'est pas le point de vue de la majorité des délégués et responsables syndicaux CGT de l'usine (dont certains membres du P«C»F) qui ont rédigé (à 13 sur 16 du conseil syndical) une lettre affirmant que : « les accusations portées contre le camarade sont fausses ou déformées » et indiquant : « nous apprécions son dévouement aux travailleurs et au renforcement de la section ». Cette lettre de protestation s'élève en outre contre le fait que sa section n'avait été informée de l'« exclusion » du camarade que « 2 heures après la direction de l'entreprise », « contre l'avis de la presque totalité des délégués », l'Union des Métaux CGT aux mains des révisionnistes s'est attaquée à ce militant « sur des considérations exclusivement politiques, incompatibles avec la démocratie syndicale » (dont la CGT se réclame à grands cris pour son 39^e congrès).

Reçue par le secrétaire de l'USTM-CGT (membre du P«C»F) la délégation CGT de l'usine porteuse d'une pétition massivement signée par les ouvriers de l'atelier du camarade, a été renvoyée (ainsi qu'une autre délégation d'ouvriers de l'atelier). Les révisionnistes ont maintenu leur décision contre vents et marées. A un délégué qui disait : « Vous allez faire sombrer la section », le secrétaire des métaux répondit : « Ça je m'en fous » ; pourquoi cette hargne ?

Parce que ce camarade, par sa propagande et ses propositions communistes révolutionnaires, avait réussi à isoler les révisionnistes dans la CGT, proposer une alternative au Programme Commun qui commençait à rencontrer de l'écho. En outre dans son travail syndical, son souci constant a toujours été l'unité d'action avec la section CFDT de lutte de classes de l'usine, la défense des revendications prioritaires des OS et la lutte résolue contre toutes les provocations de la direction comme des traités au mouvement syndical. Les révisionnistes ne lui avait pas pardonné, entre autres, le démenti collectif apporté par la section CGT à l'un des délégués (membre du P«C»F) qui avait affirmé dans la presse régionale « au nom de la section CGT » (non consultée) que la CFDT était « soutenue par la direction... »

Les méthodes écoeurantes de ce bonze avaient amené la proposition de la section CGT de le remplacer par notre camarade après les élections professionnelles. Sentant venir l'élimination de sa principale carte sur Brandt, le P«C»F s'est servi des positions qu'il occupe à l'Union des Métaux pour tenter d'enrayer le courant révolutionnaire qui se développe dans la CGT, en passant par dessus la volonté des syndiqués.

Le résultat ? Deux délégués CGT seront présentés sur la liste CFDT, deux autres ont démissionné, tandis que ceux qui restent dans la CGT se mobilisent de plus en plus contre le révisionnisme.

Posée dans les masses par la pétition de soutien à notre camarade, la question d'une perspective révolutionnaire dans le travail syndical s'affirme davantage encore aujourd'hui à Brandt, aussi bien à la CGT qu'à la CFDT.

Correspondant Brandt.

SOUS COUVERT "D'INDEPENDANCE SYNDICALE" LE P'C'F CHERCHE A RENFORCER SA MAIN MISE SUR LA CGT

Bien que notre Parti lutte avec fermeté contre les tentatives du PS dans la CFDT, ou la CGT et contre son emprise réformiste sur la FEN, il est important de ne pas laisser passer les conceptions hypocritement défendues par André Allamy secrétaire de la CGT en réponse à A. Henry, secrétaire de la FEN. Allamy déclare dans l'« Humanité » :

« Dans la CGT, cohabitent, travaillent, militent ensemble des syndiqués d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses différentes (...) Vouloir procéder à des clivages politiques dans l'organisation syndicale, c'est transformer le syndicat de masse en une sorte de champs clos où s'affronteraient les différentes tendances politiques, vouant ainsi le mouvement syndical au bavardage, à la paralysie, à l'inefficacité ».

Autrement dit pour la CGT on n'a pas le choix : pas de « bavardage » sur les orientations politiques, sinon fini l'efficacité. Il est intéressant de rappeler les statuts de la CGT : « la démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation » (préambule). Ses statuts justes sont en effet en opposition non seulement avec les conceptions du secrétaire de la CGT mais aussi avec les conceptions semblables des anarcho-syndicalistes de 1906, qui affirmaient dans la charte d'Amiens de 1906 de la CGT « ... le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe en dehors ». (charte d'Amiens 1906). Ainsi donc les dirigeants de la CGT font bon ménage avec les conceptions anciennes des anarcho-syndicalistes, lorsqu'il s'agit pour eux d'empêcher le débat politique dans l'organisation, lorsqu'il s'agit non seulement d'empêcher les réformistes du PS d'accroître leur présence dans tel ou tel syndicat, mais surtout lorsqu'il s'agit d'empêcher les révolutionnaires de développer leur syndicat sur des bases de luttes de classe.

Quand il s'agit de défendre les conceptions révisionnistes du P«C»F et le Programme Commun, tout est bon pour ces manipulateurs. A Strasbourg, la direction du syndicat CGT des PTT (aux mains du P«C»F) ne s'est pas privé pour envoyer l'invitation suivante :

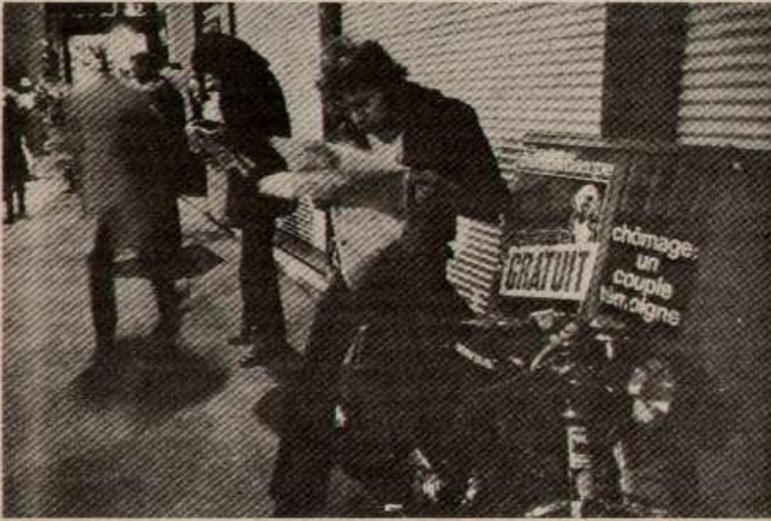


Et d'ailleurs, ces mêmes révisionnistes savent aussi s'attaquer à l'« utilisation à des fins politiques » des mandats CGT lorsqu'ils sont aux mains de travailleurs syndicalistes révolutionnaires, membres ou non de notre Parti, et que ces camarades, en fait, les mettent au service de la classe ouvrière et de ses luttes, comme le montre la suppression par les révisionnistes du mandat syndical d'un travailleur de Brandt.

LES MESURES GISCARD : DE LA POUDRE AUX YEUX...

JEUNES

**"l'aide"
aux jeunes
chômeurs ...
3 milliards pour les patrons...**



« La grande peur de l'automne », « Drame pour les jeunes », « 600.000 nouveaux chômeurs en septembre ? »... la presse, la radio, la télé ont « découvert » cette semaine le chômage des jeunes. « L'arrivée de 600.000 jeunes chômeurs risque de porter le chômage à un niveau tel que la résignation se transforme en révolte » pouvait-on lire dans le « Figaro ». Des mesures urgentes s'imposaient, ces mesures, c'est Chirac qui les a annoncées mardi.

LES MESURES ANNONCÉES
— « Inciter à la création d'emplois » Pour chaque emploi créé au profit de jeunes de moins de 25 ans, inscrit depuis plus de 6 mois l'Agence pour l'Emploi, les entreprises recevront une « prime » mensuelle de 500 F. pendant 6 mois si l'embauche a lieu du 15 juin au 1er octobre, et de 300 F. si l'embauche est réalisée entre le 1er octobre et le 1er décembre. Au cas où cette entreprise accorderait à ce jeune un stage de formation, une aide supplémentaire est prévue. Quant au jeune, lui, il ne touchera que 30% du SMIC pendant cette « formation ».

— **les contrats « emploi-formation ».** C'est ce qui nous est présenté comme étant « la pièce maîtresse des mesures de lutte contre le chômage ». Toute entreprise employant un jeune, sans promesse aucune d'engagement, mais en lui assurant une certaine formation pendant trois mois sur les six de ce « contrat », se verra rembourser une partie du salaire, équivalente au SMIC pendant le stage, et à 30% du SMIC le reste du temps. Le jeune travailleur, lui, ne percevra alors qu'un tiers du SMIC !

— **Des mesures diverses :** De nouvelles négociations sont envisagées pour une meilleure indemnisation du chômage partiel, recrutements « exceptionnels » dans la fonction publique, raccourcissement du délai nécessaire pour per-

cevoir l'aide publique de 6 à 3 mois pour les jeunes titulaires d'un diplôme technique.

200.000 OS A BON MARCHÉ
Des milliards, donnés aux patrons, (3 milliards de francs lourds environ), 30% ou un tiers du SMIC pour les jeunes, ces mesures ne dupont personne. La loi Royer, avait déjà eu pour but d'offrir aux patrons une main-d'œuvre gratuite ; avec le plan Chirac, le gouvernement continue dans la même voie. Car de quoi s'agit-il, sinon de payer les patrons pour qu'ils embauchent des jeunes... qu'ils ne paieront pas ! Les 200.000 jeunes chaque année terminent leur scolarité sans diplôme. De plus, le libellé même de ces mesures, la manière très confuse dont elles sont présentées a de quoi en décourager plus d'un. De fait ces stages formation, les jeunes les ont déjà rejeté. Dès février, le gouvernement faisait envoyer à 138.000 jeunes sans formation la lettre suivante, en substance : « Vous cherchez à vous orienter, faites un stage de formation, 9 mois, 320 F. assurés... » ; 15.000 jeunes seulement ont répondu et quelques milliers seulement ont fait le stage. Et les journaux bourgeois de se lamenter : « les jeunes boude le travail manuel... Qu'en est-il en réalité ? »

Les chiffres sont éloquentes : Alors que les jeunes de 16 à 25 ans constituent 20% de la population active, ils représentent 46,5% des

travailleurs de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics. Sur 100 jeunes hommes au travail, 62 sont ouvriers.

Ces ouvriers, ces OS, la bourgeoisie en a besoin, c'est pour cela qu'elle organise délibérément la déqualification. Depuis quinze ans les emplois non qualifiés ont augmenté de 15%. C'est en ce sens que les mesures annoncées ne sont qu'un pis aller, un moyen d'occuper momentanément les centaines de milliers de chômeurs. Car face à cette montée du chômage, la bourgeoisie est inquiète : « Le chômage ne va-t-il pas en frappant de plein fouet toute une génération élevée et bercée dans l'idée de prospérité, faire exploser ce que F. Ceyrac appelait récemment les « nappes de grisou » accumulées depuis des mois ? » écrivait les informations. Car sur les mesures elles-mêmes, la presse patronale manifeste peu d'illusion : « Peut-on former des gens qui sont justement utiles parce qu'ils ne possèdent pas de formation ? » interroge cyniquement la revue « Management ».

Non ces mesures ne feront pas illusion et de même que des milliers de jeunes sont entrés en lutte les années passées contre la loi Royer, soyons sûr que les jeunes, travailleurs, collégiens ou chômeurs... sauront démasquer ces soi-disant « garantis », ou « facilités d'emploi ».

Pierre MOREL

PRIX

prix bloqués : le pouvoir d'achat continue de baisser

En annonçant à grand renfort de publicité une nouvelle « opération sur les prix », la bourgeoisie confirme ce que chacun savait déjà : les cinq premiers plans anti-inflation lancés depuis décembre 1972 ont échoué. Comme a échoué l'opération « frein sur les prix », ou les premières mesures de blocage des marges bénéficiaires des commerçants sur les produits alimentaires décrétées en novembre 1973. Toutefois, un battage publicitaire est orchestré sur le thème : « Le gouvernement est décidé à tout faire pour enrayer l'inflation, au risque de rompre avec une partie de son électeur ». Et de broder sur le thème du « virage autoritaire » de Giscard. Qu'en est-il exactement ?

Le taux des ventes à crédit pourrait être baissé ; certains prix sont provisoirement bloqués jusqu'au 15 septembre (vêtements, linge,

chaussures) ; dans le même temps, un « plafonnement autoritaire des marges commerciales » de 14 produits est décidé, allant des pâtes alimentaires aux magnétophones (produit de consommation courante s'il en est !), en passant par la margarine, le café ou le chocolat. Cette dernière mesure est inefficace : les marges bénéficiaires sur la viande ont été taxées dès la fin 1973, ce que les travailleurs n'ont pas constaté en allant au marché. Et l'INSEE s'attend à ce que l'augmentation de la viande se poursuive encore les prochains mois. Officiellement les prix alimentaires ont augmenté en un an de 11,3% (avril 74 - avril 75) et les prix des services de 13,2%. Parmi ceux-ci, les loyers arrivent en tête avec 12,1% d'augmentation. Ce sont donc les ménages ouvriers les plus touchés par l'inflation et la crise.

Cela, au moment où la bourgeoisie reconnaît

elle-même une baisse sensible du pouvoir d'achat des ouvriers entre octobre 74 et avril 75, du fait de la chute du salaire hebdomadaire par réduction de la semaine de travail. Dans certaines branches, comme le bâtiment ou le textile, la régression reconnue est de 6 % minimum.

Toutes ces mesures, selon le Comité National des Prix, doivent « permettre de ramener la hausse du coût de la vie à moins de 10 % » en 1975. Nous sommes loin des 8 % maximum annoncés par Fourcade fin 1974 !

Parmi les autres mesures, figure une baisse du fuel domestique de 2 %, du fuel lourd — utilisé dans l'industrie — de 7 %. Or d'avril 1974 à avril 1975, le prix des matières premières importées, payées en dollars dévalués, a baissé de... 40,3 %.

Qui plus est, on nous annonce dans le même temps que certains prix industriels seront « libérés » (minerais non ferreux, équipements électriques, outillage de garage, moteurs industriels), au profit des grands trusts CGE, Thomson, Péchiney-Ugine-Kuhlmann...

Il est donc impossible de faire confiance à la bourgeoisie pour combattre efficacement l'inflation. Cela, les ouvriers l'ont compris qui ont répondu aux offres d'« Union Nationale » et « d'effort civique », justifiant la politique de crise de la bourgeoisie, par une intensification de leurs luttes, notamment sur les salaires (Usinor, Chausson...) pour faire payer la crise à la bourgeoisie.

Camille NOEL

DIVORCE

un projet de loi qui ne change rien !

En ce moment, le gouvernement est en train de faire rajeunir par l'Assemblée des lois sur le divorce. Encore un moyen pour essayer de se donner un visage moderne, « libéral ». Si le gouvernement met à l'ordre du jour cette réforme de la législation sur le divorce, il omet bien d'expliquer pourquoi cette question est aujourd'hui à l'ordre du jour, pourquoi il y a recrudescence des divorces, il omet d'expliquer pour quelles raisons le plus souvent on divorce aujourd'hui dans notre pays.

C'EST LE CAPITALISME QUI DETRUIT LA FAMILLE

Quelle vie commune, pour ce jeune couple, où le mari travaille la nuit, et la jeune femme comme vendeuse, tous les jours et même le samedi et le dimanche matin ! Quelle vie de famille, lorsque le mari fait les feux continus ! La femme d'un ouvrier OS à la SMN à Caen, mère de 5 enfants racontait : « quand mon mari rentre le soir à 22 h, les gosses se réveillent. Il fait le moins de bruit possible, mais il est obligé d'allumer la lumière et ça réveille l'aînée qui dort dans le salon. De plus, les enfants voient

rarement leur père, quand ils partent à l'école le matin, lui il dort ! quand le dimanche, il tombe de 14 h à 22 h, je suis cloîtrée toute la journée avec les enfants. Il n'y a aucun aménagement pour eux dans la cité ».

Sans compter toute la fatigue accumulée dans les transports, dans les travaux pénibles, et monotones qui empêchent le soir, d'être disponible aux autres, prêt à les écouter. Combien de femmes interrogées m'ont dit « le soir, mon mari, quand il rentre, il est tellement fatigué après l'absence de 13 ou 14 heures, qu'il se met à table, et qu'il ne parle plus ». Sans compter l'exiguïté des logements ou même l'absence de logement pour un jeune couple, obligé de vivre chez ses parents ou à l'hôtel, sans compter l'absence de loisirs, car il ne reste que la télé le dimanche qui, on le sait bien, tend à cloisonner les gens chez eux, et à empêcher toute vie commune.

Et que dire de l'inquiétude des parents pour l'avenir de leurs enfants, et toutes les discussions, les tensions qui peuvent s'engager entre eux à ce sujet ? Que dire de la profonde révolte des femmes au foyer, qui voudraient

bien ne plus mendier l'argent auprès de leur mari, comme elles doivent le faire souvent ; qui voudraient bien pouvoir travailler pour s'assurer une certaine indépendance.

Tout cela est encore aujourd'hui aggravé par le chômage, la crainte du chômage, la crainte de la rupture du contrat de travail. Ce sont ces conditions qui rendent à un moment donné, pour certains, la vie commune impossible au point de la rompre. Trop de disputes, trop d'absences, trop de fatigue... Ainsi les causes même de destruction de la famille c'est le capitalisme qui les crée.

CES CAUSES LA, DISPARAITRONT DANS UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE

L'exploitation et le profit ne seront plus la loi, les femmes auront toutes la réelle possibilité de travailler ; disparaîtront aussi les causes de mariage trop rapide, irréfléchi, que contractent les jeunes parce qu'ils veulent échapper à leur famille, à leurs parents, dans l'illusion que c'est en fondant leur propre famille qu'ils vont trouver la liberté. C'est seulement dans la société socialiste que peut naître, nous dit Engels, « une génération d'hommes qui, jamais de leur vie, n'auront été à même d'acheter par de l'argent

ou par d'autres moyens de puissance sociale l'abandon d'une femme ; et une génération de femmes qui jamais n'auront été à même de se donner à un homme par craintes des suites économiques de cet abandon ».

Car dans une société socialiste, la famille ne sera plus un refuge, jouant de moins en moins le rôle d'unité économique, elle ne sera plus close, recroquevillée sur elle-même, mais ouverte sur la société, elle deviendra une communauté de vie et d'échanges. Dans une société socialiste, les divorces se feront de plus en plus rares.

NON AU CHANTAGE FINANCIER POUR EMPÊCHER LE DIVORCE

Aujourd'hui en régime capitaliste, sans prôner le développement du divorce, nous luttons contre les lois oppressives qui empêchent un couple de se séparer lorsque la vie commune n'est plus possible. Dans le projet de loi discuté en ce moment à l'Assemblée Nationale, les quelques changements qui iraient dans le sens d'une libéralisation, peuvent être complètement dévoyés de leur but, si les problèmes financiers ne sont pas réglés.

En effet c'est bien là le fond du problème. Dans notre pays, en régime capitaliste, l'homme est entièrement chargé de l'entretien de sa femme et de ses enfants. Lorsque le couple se sépare et que les enfants sont confiés à la mère (c'est la majorité des cas) qui va subvenir à leur entretien, alors que souvent, la mère ne travaille pas et que quand elle travaille, son salaire est insuffisant, et que, la plupart du temps, les conjoints divorcés ne paient pas les pensions alimentaires prévues ? Et puis, comment payer un divorce dont le coût moyen est de 5000 F ?

Tant que ce problème ne sera pas réglé, les femmes ne seront pas libres de divorcer. Car, à quels chantages, à quelles tractations ne risquent-elles pas d'être soumises, avant de passer devant le juge !

Les travailleurs sauront clairement dénoncer les manœuvres de la bourgeoisie, qui ne résoud en aucune façon les problèmes fondamentaux que pose le divorce. Ils sauront mettre au grand jour la véritable cause de la destruction de la famille, le capitalisme.

Thérèse VERNET.

LA PREPARATION DES ASSISES SUR LES MALADIES PROFESSIONNELLES ET LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (14 et 15 juin)

Nous publions ici le programme détaillé des Assises à travers les multiples dossiers réalisés dans toute la France par des mineurs, ouvriers, hospitaliers, paysans, médecins, syndicalistes CGT et CFDT. Nous invitons ceux qui ne l'ont pas encore fait à reconformer leur dossier et à signaler d'ores et déjà à la Commission de Préparation l'importance de leur délégation.

Nous rappelons que les 7 carrefours suivants se tiendront le samedi après-midi 14 juin et le dimanche matin 15 juin. L'assemblée de synthèse aura lieu le dimanche après-midi.

1 LES DOSSIERS NOIRS DU CAPITALISME

Les accidents de travail, maladies professionnelles, la fatigue industrielle dans la France d'aujourd'hui.

- Dossiers témoignages sur les accidents et conditions de travail préparés par des ouvriers de Moulinex (Caen)

- sur les conditions de travail, les accidents à Chausson préparé par des délégués CFDT de Chausson (Reims).

- sur les accidents de travail et maladies professionnelles chez les travailleurs immigrés préparé par des étudiants en médecine (Strasbourg).

- sur les conditions de travail en laboratoire privé préparé par des laborantines, militantes CFDT (Paris).

- sur la répercussion des conditions de travail sur l'état de santé des ouvriers préparé par des travailleurs de Renault (Paris).

- Dossiers sur les conséquences du travail posté sur la santé des travailleurs.

- par des sidérurgistes CFDT, militants APF (Longwy et Thionville).

- par des ouvriers de SMN (Caen).

- par des ouvriers CGT et CFDT à l'usine Vacufrance (Nancy).

- des ouvriers CFDT à l'usine Marelli (Reims).

- par une délégation de la Simflex sur les répercussions du travail posté sur le rythme alimentaire (Bordeaux).

- Dossiers sur les accidents de travail et maladies professionnelles en milieu rural préparés par des paysans, des assistantes sociales en Alsace, dans la Somme, dans le Midi.

- Dossier sur les intoxications et maladies professionnelles au polychlorure de vinyle (par les militants de la section CFDT de l'Aquitaine Organico à Lyon) ; surdité professionnelle et benzolisme par des ouvriers CGT et CFDT de la SNAV (Lyon) ; sur les accidents de travail et la silicose par les mineurs de la Mure ; sur les intoxications par des ouvriers de Kühn et Flechel (Nancy) ; sur les gaz toxiques par des ouvriers CFDT Pennaroya (St Denis et Lyon) ; sur l'hépatite virale à l'hôpital par des travailleurs hospitaliers délégués et militants CGT et CFDT à Saint Antoine, Cochin, à l'hôpital de Reims ; sur la manipulation des produits toxiques par des ouvriers de la section CFDT de l'usine Roger Colors (Nancy) ; sur les exémas professionnelles par les travailleurs CGT et CFDT de l'usine CGEE (Lyon) ; sur la bronchite

chronique par des médecins de Reims ; sur le benzolisme et l'intoxication au trichlo par des hospitaliers et des ouvriers (Bordeaux) ; sur la silicose par les mineurs de Faulquemont et Liévin ; sur les allergies respiratoires par des ouvriers des Papeteries de Lancy (Grenoble) ; sur la maladie de l'émail (Amiens).

- Dossiers sur la fatigue industrielle par les militants du syndicat CFDT de Brandt (Lyon), par des ouvriers de Renault Billancourt, de la Cema Philipps à Amiens (délégué CFDT) ; de Jaeger (Nancy), des chauffeurs routiers de Calberson (Paris).

- Dossier sur les conséquences du salaire au rendement et des cadences sur la santé des travailleurs : aux Carrières de Trelazé (salaire au rendement et maladie de l'ardoise) (Angers) par l'association de Défense des Silicosés.



Les conséquences des conditions de travail des ouvriers : dépressions nerveuses

2 LE CHOMAGE DETRIERE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

- Par des chômeurs de toute la France, les Comités de lutte contre le chômage (Paris, Lyon, Roubaix), des médecins du G.I.S., des médecins généralistes, des assistantes sociales, des travailleurs hospitaliers, des syndicalistes CGT et CFDT...

3 EFFETS SPECIFIQUES DES CONDITIONS DE TRAVAIL SUR LA SANTE

- Sescosem (électronique) préparé par des ouvriers CGT et CFDT de l'usine de Grenoble.

- Sur le travail posté pour les femmes ouvrières BSN (Reims), Jaeger (Nancy).

- Sur le rendement et le travail des femmes enceintes par des ouvrières de la Tellic (Strasbourg).

- Sur les conditions de travail à l'hôpital par des hospitaliers CGT et CFDT de Reims, Lyon, (E. Herriot et St Jean de Dieu), Beauvais, Paris, Grenoble et des médecins du travail, des militantes du MLAC.

4 LA BOURGEOISIE TENTE-T-ELLE DE PREVENIR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

Dossiers :

- Sur la législation les CHS et commissions conditions de travail par des délégués CHS, CGT et CFDT des Produits Chimiques Ugine Kuhlmann.

- Sur la médecine du travail dans la métallurgie (PUM) à Reims, à la SNCF par des cheminots CGT et CFDT (Thionville).

- Sur les CHS par des travailleurs et travailleuses CFDT de la Cema (Amiens), de la SNAV (Lyon), de Berliet...

- Sur la loi d'orientation, l'exploitation des handicapés, les CAT, par des handicapés et le Comité de lutte des Handicapés, des éducateurs (Grenoble), par des parents d'enfants handicapés.

- Sur l'enseignement à l'Institut Universitaire de Technologie (section CHS) par un groupe d'étudiants de Bordeaux.

- Sur l'hypocrisie de la loi en matière de sécurité du travail par les syndicalistes des sections CGT et CFDT de l'Institut National de Recherche sur la sécurité de Nancy, des ouvriers de la CFDT de Brandt (Lyon), des médecins du travail, des juristes (syndicat de la Magistrature, Gisti).

- Sur les maquis administratifs pour la reconnaissance des indemnités et pensions par des travailleurs de la Sécurité Sociale, délégués CFDT de Paris, de la Sécurité Sociale minière.

5 L'APPAREIL MEDICAL HOSPITALIER ET LA SECURITE SOCIALE

face aux accidents de travail et maladies professionnelles.

Témoignages sur Sécurex par des médecins du travail, des médecins du GIS, des employés de la Sécurité Sociale, des ouvriers d'Usinor, de Brandt...

- Dossier sur la formation médicale et paramédicale par des étudiants en médecine, élèves infirmières de Villejuif, Grenoble, Reims, Strasbourg...

- Dossier sur l'appareil hospitalier et la Loi Boulin par des travailleurs hospitaliers CGT et CFDT de toute la France.

- Dossier sur le véritable rôle de la Sécurité Sociale par le Comité de Préparation des Assises Sécurité Sociale (Paris), les syndicalistes CFDT Sécurité Sociale du Val de Marne, des délégués de la Sécurité Sociale minière.

- les systèmes médicaux vantés par la bourgeoisie et les réformistes (Angleterre, Suède, Danemark). Les systèmes médicaux dans les pays socialistes (Chine, Albanie).

A l'issue du Tribunal Populaire de Liévin et à la demande de nombreux travailleurs, syndicalistes, hospitaliers mobilisés à cette occasion la Commission Populaire de Liévin, a décidé d'appeler à la tenue d'Assises sur les Accidents du Travail et les maladies professionnelles les 14 et 15 juin à Paris pour élargir le procès à l'ensemble de l'organisation capitaliste du travail. Non, les accidents du travail et les maladies professionnelles ne sont pas une FATALITE ! Oui, la lutte est POSSIBLE ! Pour tout contact avec la Commission de Préparation des Assises, envoi de signatures, de dossiers noirs ou le soutien financier, écrire :

Dr. Mireille BECCHIO
56, rue des Guipons 94800 VILLEJUIF

6 LUTTES, REVENDICATIONS ET ECHANGES D'EXPERIENCES

- Témoignages de luttes contre les accidents par des ouvriers d'Usinor-Dunkerque, contre les intoxications (Roger Colors) Nancy.

- Dossier Pennaroya 3 ans après, Sollac contre le travail posté (syndicalistes de Pechriney Ugine Kuhlmann), dossier Ferodo (lutte contre l'asbestose).

- la lutte contre les accidents et la silicose dans les mines avec la Commission Populaire de Liévin, l'Association de Défense des Silicosés et la Commission santé du PCR (ml).

- luttes hospitalières au service de la santé des travailleurs par des syndicalistes CFDT et CGT de St Antoine, Cochin, Ville Evrard, Villejuif, Reims, Grenoble, Lyon etc... avec la participation du groupe Information Asiles.

- luttes nouvelles pour la santé avec les Comités de lutte pour la santé (Paris), des militants du MLAC, des travailleurs malades, des syndicalistes CGT et CFDT.

- Dossiers sur l'utilisation des CHS : affaire de spécialistes ou affaire des masses par des délégués CHS, CGT et CFDT de Brandt, Berliet à Lyon...

- les « solutions » de la Gauche.

7 LA POLLUTION ET LA SANTE DES TRAVAILLEURS

- le nucléaire : avec des contributions de Fessenheim

- pollution maritime et hydrographique

- pollution aérienne : par la sidérurgie et les usines chimiques : contributions de syndicalistes, délégués CHS... militants écologiques...

Le rapport des différents carrefours sera présenté à l'occasion de l'Assemblée générale de synthèse qui se déroulera ce dimanche après-midi.

C'est au cours de cette assemblée que seront approfondis les différents éléments apportés tout au long des carrefours : oui, accidents du travail, maladies professionnelles et fatigues industrielles, sont le fruit de l'organisation capitaliste de la société ; oui, les mesures législatives et réglementaires prises par la bourgeoisie ne sont qu'un moyen de limiter le taux d'accidents à un taux ne remettant pas en cause les profits ; il faudra mettre à nu l'hypocrisie des mesures prises, la situation de crise de l'appareil médical et hospitalier mis en place par l'Etat bourgeois, son incapacité à répondre aux besoins de santé des travailleurs ; en faisant le point de la politique de la bourgeoisie, des diverses luttes qui se mènent dans les ateliers protégés, dans les institutions de formation de personnel médical, pourront se dégager les revendications, les formes de lutte à étendre, à généraliser demain. Il sera précisé le contenu des aspirations révolutionnaires qui naissent aujourd'hui sur ce front, face à la faillite toujours plus ouverte de l'organisation sociale de la production, et de la santé.

NANTERRE : " nous voulons la vérité "

manifestation des travailleurs de la localité contre le racisme

Le 28 avril 1975, un jeune ouvrier de Nanterre, d'origine algérienne, Alain Khetib est mort dans des conditions « suspectes » dans la prison de Fleury-Mérogis. Le samedi 31 mai à l'appel du Comité anti-raciste de Nanterre, qui regroupe de nombreux travailleurs du quartier, c'est plus de 300 personnes, Français et immigrés qui se sont rassemblés à la cité des Potagers et sont parties en manifestations dans les rues de Nanterre aux cris de : « Nous vengerons Khetib », « A bas le racisme, à bas la division », « A bas le racisme, arme des patrons », « travailleurs français, immigrés, même patron, même combat », « Flics, fascistes, assassins ».

Le Comité anti-raciste de Nanterre s'est donné pour but de faire éclater la vérité sur la mort d'Alain Khetib et de montrer que le cas de Khetib n'est pas un cas isolé mais est partie intégrante de la politique de répression de la bourgeoisie envers les travailleurs, notamment les jeunes et les immigrés. Notre Parti soutient cette juste initiative car elle est l'expression des aspirations des travailleurs de la localité.

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DU COMITE ANTI-RACISTE DE NANTERRE

FR : Comment avez-vous été amenés à créer un comité anti-raciste sur la localité ?

R : Depuis la guerre coloniale d'Algérie, le commissariat de Nanterre est réputé pour ses exactions racistes. A l'époque, déjà il avait mis en place une « brigade Z » qui se chargeait spécialement de réprimer les travailleurs immigrés. En 1970, la préfecture de police entame des descentes violentes avec les CRS à la cité des Marguerites. Depuis, sans arrêt, ce sont les descentes de flics, les expulsions, les tabassages de jeunes qui sont menacés d'être expulsés s'ils refusent de collaborer avec la police... et dernièrement Alain Khetib est mort assassiné à Fleury-Mérogis.

FR : Peux-tu parler de la mort d'Alain Khetib ?

R : Khetib, c'était un jeune immigré, il était très lié aux jeunes du coin. Les flics l'ont arrêté, mais le commissaire savait que Khetib avait une trachéotomie (un trou dans

le cou) c'est pour cela qu'ils ne l'ont pas touché et qu'ils l'ont passé à la prison de Fleury-Mérogis où, là, il a été tabassé. Selon l'administration pénitentiaire il se serait suicidé ; nous pensons que c'est faux, nous voulons la vérité.

FR : Comment avez-vous réussi à ce que le comité soit effectivement pris en charge par les travailleurs eux-mêmes ?

R : Avant la mort de Khetib, il y avait eu déjà quelques gars du quartier qui s'étaient regroupés. C'était au moment des coups de poing de Poniatowski. En juillet, les flics étaient rentrés partout dans les baraquas et un jeune est tombé du 4^e étage alors qu'il essayait de s'enfuir, il a réussi à s'en remettre après 10 jours d'hospitalisation, tandis que ses camarades, avec qui il était, furent sauvagement embarqués et tabassés par les flics.

Ce sont des gars du quartier qui ont commencé à dénoncer cette répression policière, mais la municipalité P(C)F a toujours saboté en envoyant plus de 30 J(C) aux réunions, qui n'ont rien proposé d'autre que des pétitions, et ont

empêcher les travailleurs de s'exprimer. Au bout de 3 réunions, il n'y avait plus personne du quartier... les gars étaient écourés.

D'ailleurs aujourd'hui, sur notre activité le P(C)F ne dit rien, ni sur la mort de Khetib. On ne le voit pas, c'est important de le dire, surtout que lors de la destruction du bidon-ville de Nanterre, ils ont approuvé cette expulsion et ont même proposé que les travailleurs soient éparpillés dans les différentes communes des alentours ; ils voulaient s'en débarrasser.

Mais aujourd'hui on a réussi à ce que le comité ne soit pas un cartel d'organisations. Il y a des gens qui sont de divers organisations politiques et syndicales qui soutiennent, participent à l'activité, mais ce sont les travailleurs du quartier qui prennent leur lutte en main. On a fait une conférence de presse, diffusé plus de 10.000 tracts sur la région pour exiger la vérité sur la mort de Khetib et dénoncer toutes les brutalités policières de la bourgeoisie envers les travailleurs immigrés et les jeunes.

1/6/1975 Correspondant Nanterre.

moyen orient

« Israël » vient d'annoncer le retrait de ses forces d'occupation dans le Sinai. En fait les troupes sionistes restent massées au delà des cols stratégiques qui contrôlent le canal de Suez. Elles ne font que se déplacer légèrement : tous les canons sont retirés à 32 kilomètres du canal, portée maximum de l'artillerie lourde, par contre la moitié des chars, des troupes et la totalité des fusées anti chars restent sur place tandis que le reste des forces d'occupation reculerait d'une dizaine de kilomètres, tout au plus, sans découvrir, si peu que ce soit, une quelconque position stratégique.

Alors qu'ils prétendent vouloir « réduire les tensions dans la région », les sionistes ne modifient en rien les causes de cette tension : leur politique agressive et expansionniste. Au pouvoir participe maintenant Sharon, appelé comme conseiller spécial de Rabin ; c'est l'un des grands propagandistes de la colonisation des territoires enva-

le "retrait" d'israel dans le Sinai.

la visite Ford Sadate a Salzburg

NOUVELLES PRESSIONS U.S. POUR UNE PAIX SEPARÉE

his. Alors que s'opèrent ce prétendu retrait dans le Sinai, Israël poursuit ses opérations agressives contre le Liban et n'a jamais annoncé qu'il y serait mis un terme.

Alors que les services de presse sionistes font grand bruit sur ce « retrait », la colonisation sioniste se poursuit dans tous les territoires envahis en 1967 : dans le Sinai de nombreux kibboutz ont été installés, à Gaza, l'intégration du territoire à Israël est très largement entamée, les Palestiniens de Gaza sont chassés de leurs terres et de leurs maisons pour laisser la place à des colons sionistes ; sur le Golan une nouvelle ville est en chantier.

Rien n'a changé dans la politique sioniste agressive et annexionniste. Le geste d'Israël ne se situe que par rapport aux grandes manœuvres de l'impérialisme US dans la région, dont les deux initiatives les plus importantes sont la rencontre Sadate-Ford qui vient de se dérouler à Salzburg et le futur voyage de Rabin à Washington.

Si officiellement il n'a rien été décidé à Salzburg, il a par contre été l'occasion de réaffirmer que l'impérialisme US n'envisageait de « paix » que par la reconnaissance d'Israël de la part de l'Égypte, et des autres pays arabes. Quant à Sadate, qui a qualifié Ford de combattant de la paix, il s'est montré d'accord sur le fond, la seule question en suspend étant la détermination des frontières d'Israël ; Sadate affirmant à tout vent qu'il est prêt à admettre l'existence de l'État d'Israël à l'intérieur des frontières de 1967.

Le prétendu retrait israélien, apprécié par Sadate comme un pas dans le sens de la paix, semble viser une reprise des consultations pour préparer une paix séparée entre Israël et l'Égypte. Israël avait été tenu pour responsable de l'échec de la tentative précédente, à cause de son intransigeance à ne vouloir faire aucune concession, son geste lève en partie l'hypothèque, Sadate ayant montré de son côté qu'il était toujours aussi bien

disposé pour se prêter à une telle manœuvre.

Ainsi la prétendue réévaluation de la politique américaine au Proche Orient consiste à créer les conditions pour que la tactique qui a échoué lors de la mission Kissinger, réussisse d'une autre manière : diviser le front arabe pour isoler le peuple palestinien et obtenir la reconnaissance de l'état d'Israël, s'appuyer sur Sadate et pousser Israël à faire un certain nombre de concessions pour que cette politique soit menée à son terme, sans que le social-impérialisme puisse intervenir dans les négociations séparées.

Ces nouvelles manœuvres de l'impérialisme américain et du sionisme, appuyées par Sadate seront fermement combattues par les peuples arabes, unis autour du peuple palestinien : ils luttent pour éliminer l'oppression impérialiste de la région. Cette lutte passe par la destruction de l'État d'Israël.

Grégoire CARRAT

angleterre

5 juin, référendum sur l'Europe

Le 5 juin, la Grande-Bretagne organise son premier référendum, sur la question : « Estimez-vous que le Royaume Uni doit rester dans la Communauté européenne ? ». Ce référendum a divisé le pays en deux camps, qui pour la première fois dans des élections, ne recourent plus les deux partis traditionnels, conservateurs et travaillistes. La Grande-Bretagne est membre du Marché Commun depuis un peu plus de deux ans. C'est, entre autres, devant le mécontentement populaire que Wilson, chef du parti travailliste, avait mis dans sa plate-forme électorale, l'an dernier, la « renégociation » des termes de l'adhésion et annoncé un référendum qui « trancherait ».

Pour les masses, en effet, l'adhésion de la Grande Bretagne au Marché Commun a provoqué une très grande aggravation de leurs conditions de vie : pour tenter de faire face à la concurrence des autres pays de la CEE qui s'exerçait sans barrière désormais, la bourgeoisie anglaise a dû accélérer la restructuration de son économie arriérée. Prenons l'exemple de l'automobile : en 1972, les importations de voitures cessent donc d'être frappées par une fiscalité sévère. Mais à cette date, les sociétés britanniques avaient pris un énorme retard technique sur leurs concurrentes européennes et japonaises. Les importations passèrent de 14% à 35%. C'est alors la liquidation d'Aston Martin et des difficultés pour d'autres, comme la British Leyland (qui

fabrique les Austin Morris). Aujourd'hui cette société se restructure sous la direction de l'état. Elle envisage de supprimer 20.000 emplois ! De plus, pour des travailleurs qui conservent leur poste, l'aide de l'état dépendra à chaque stade des « progrès qui seront accomplis sur le plan de la productivité et de l'aménagement rationnel du travail » ! Les ouvriers de Chrysler, Dunlop, Goodyear à Birmingham ne travaillent plus que 3 ou 4 jours par semaine. Même situation dans la sidérurgie. La British Steel Corporation, par exemple, veut « rationaliser » une industrie devenue « inefficace ». Elle envisage la fermeture d'un certain nombre d'usines en Ecosse, dans le Pays de Galles et les Midlands, de concentrer la production dans les usines les plus modernes. Bilan pour les ouvriers : 40.000 licenciements prévus ! Dans le textile également, 60.000 travailleurs

sont au chômage partiel, 2.500 emplois ont été supprimés ces 3 derniers mois, de nombreuses usines ferment. Aujourd'hui on n'est pas loin du million de chômeurs. La production industrielle stagne au niveau de celle de 73. L'inflation dépasse les 20% par an. Le 15 avril, le gouvernement a annoncé une augmentation massive de la TVA sur les appareils ménagers et une restriction des subventions aux produits alimentaires et au logement : hausse instantanée de 2,75% des prix ! Les impôts ont aussi augmenté pour les masses, pas pour les entreprises bien sûr, car la « nécessité à encourager et de faciliter les investissements ».

La nécessité pour les 2 partis principaux, de prendre en compte cette situation catastrophique des masses explique pour une large mesure le fait qu'on retrouve dans l'un et l'autre des

partisans du retrait de l'Europe. La prétendue « gauche », majoritaire en son sein, mène donc campagne pour le « non ». Mais en réalité, la fraction dominante de la bourgeoisie anglaise, semble-t-il, a déjà tranché pour le « oui ». Il est significatif, par exemple, que l'adhésion de la Grande-Bretagne a été menée à tour de rôle par Heath et Wilson. Ce dernier vient de marquer quelques points en faveur de l'Europe, après la « renégociation » de Dublin, où les 8 partenaires ont accordé une diminution de la cotisation britannique et la possibilité d'un remboursement des sommes déjà versées, ainsi que des garanties au sujet des importations de beurre et de fromage néo-zélandais. Wilson s'est même permis, après cela, de licencier du gouvernement les ministres travaillistes qui faisaient campagne pour le « non ».

La bourgeoisie anglaise a aussi pris toutes ses précautions pour le succès du « oui » au niveau même du comptage des voix, qui se fera au niveau national, et évitera à certains députés de se trouver en difficulté dans leur circonscription.

La véritable question qui se pose, c'est au fond : la bourgeoisie anglaise a-t-elle tellement d'autre choix ? Face à la profonde crise économique qu'elle connaît, la plus grave depuis 30 ans, elle ne peut guère rester isolée, ni revenir en arrière. Les échanges économiques avec la CEE : cette orientation ne peut se renverser du jour au lendemain.



La grande grève des mineurs en 74 qui a précipité la chute de Heath

espagne

5 MILITANTS ANTI FASCISTES RISQUENT LA PEINE DE MORT

Le président Ford, venant de Bruxelles où il avait tout fait pour que les membres du bloc atlantique de l'Otan acceptent l'entrée de l'Espagne dans cette organisation, dans le but de suppléer le Portugal, vient de faire une visite en Espagne. Des policiers partout, des milliers de drapeaux espagnols et américains, des spectateurs payés, voyage et séjour, pour applaudir... Cette visite avait pour but une renégociation des bases US en Espagne. Après l'échec de leur tentative d'insertion de l'Espagne dans l'OTAN, les Américains continueront à entretenir ces bases, de toutes façons liées à l'OTAN, et qu'ils jugent indispensables « au maintien d'une ferme sécurité occidentale ». Ce voyage préparait aussi l'après-franquisme, comme l'a confirmé un haut fonctionnaire US en déclarant : « Il faut comprendre ce voyage comme une marque de l'intérêt des Etats-Unis pour la transition gouvernementale qui s'opérera dans les 5 années à venir ». Ford voulait donc s'assurer le contrôle sur l'évolution politique en cours, pour que les choses ne tournent pas comme au Portugal...

LES CLASSES DIRIGEANTES SE PREPARENT A L'APRES-FRANQUISME

D'une façon de plus en plus nette, une fraction importante de la bourgeoisie

espagnole se prépare à ces « changements ». Ne vient-on pas de voir Federico Silva Munoz, ancien ministre des travaux publics, créer une « Union Démocratique Espagnole », qui souhaiterait l'instauration d'un système pluraliste classique, la réforme des « lois fondamentales »... D'autres tendances du franquisme, comprenant d'anciens phalangistes comme Carlos Pinilla, annoncent des projets semblables. Décidément, il y a foule pour les inscriptions à la « démocratie ». L'an dernier, le social-démocrate Ruiz Gimenez, ancien ministre de l'éducation, avait pris l'initiative d'une pétition pour l'amnistie des prisonniers politiques. G. Walker, une des personnalités les plus riches d'Espagne, lié aux Américains et en particulier à Rockefeller, déclarait : « La droite démocratique et donc intelligente cherche à se débarrasser du lourd fardeau du passé en vue d'établir un dialogue avec la gauche, maintenue à tort dans la clandestinité. L'entente est plus que jamais nécessaire. Nous avons à payer la note, mais le jeu en vaut la chandelle ». Les démocrates-chrétiens, des socialistes et des sociaux-démocrates avaient fondé un « Congrès Démocratique ». Le P.S.O.E. avait lui aussi lancé une tactique « d'accords avec tous les partis et organisations anti-franquistes ». Aujourd'hui, les fascistes reconvertis sont

en train de tirer les leçons de l'exemple portugais. Alliance avec la « gauche » ? Peut-être, mais ils veulent surtout constituer, en face de la « Junte Démocratique » mise sur pied par les révisionnistes de Carrillo — qui préconisent l'alliance avec la droite « civilisée » (1) — une force suffisamment solide. Au moment venu, le maximum de ces forces devra avoir déjà rejoint le camp des « démocrates », abandonné le navire pourri du franquisme.

Le gouvernement espagnol lui-même, sous la pression des luttes populaires, est contraint à certains reculs : la multiplication des grèves, alors qu'elles sont interdites, l'a amené à autoriser la grève, avec de fortes limites que les masses n'ont jamais respectées, même quand la grève était interdite.

LIBERTE POUR LES ANTI-FASCISTES EMPRISONNES

Les masses populaires doivent être vigilantes, sur la façon dont ces nouveaux « démocrates » préparent l'avenir. La répression qui s'abat sur le Pays Basque, avec l'état d'exception en vigueur depuis le 25 avril, les centaines d'emprisonnements, les tortures, les assassinats, montre à l'évidence que

les classes dirigeantes espagnoles feront tout pour empêcher les masses de renverser la dictature, d'instaurer leur pouvoir. Jeudi prochain, 5 anti-fascistes basques risquent d'être condamnés à la peine de mort, par un conseil de guerre, et exécutés « pour l'exemple ». D'autres risquent la même peine, accusés d'avoir participé à l'attentat de la Puerta del Sol, ou à l'exécution de l'assassin Carrero Blanco.

L'impérialisme français, dont on connaît les bonnes relations avec l'Espagne de Franco, est complice de cette répression. La police française elle-même vient d'être obligée de reconduire « précautionneusement » à la frontière espagnole un inspecteur de la brigade politico-sociale de Bilbao, un des nombreux policiers de Franco envoyés dans la région de Bayonne pour faire la chasse aux membres de l'ETA. Quelle explication peut-elle donner de cette présence ?

LIBERTE POUR LES ANTI-FASCISTES !

FRANCO ASSASSIN !

en bref

UNE BASE D'ECOUTE U.S. EN IRAN

L'Iran est en train d'installer une immense base de renseignements capable de capter toutes les communications électroniques, dans toute la région du golfe. C'est la société américaine Rockwell international qui se charge des travaux. Grâce à cet équipement la base pourra capter toutes les communications radios des navires, des avions et des troupes dans la région. Tous renseignements dont pourra disposer immédiatement l'impérialisme américain. C'est une nouvelle arme que se donne l'impérialisme américain à l'heure où s'aiguise la rivalité avec l'Union Soviétique dans l'Océan Indien d'une part, et au Moyen Orient d'autre part.

Disposant de toute information sur les mouvements dans les pays arabes, l'Iran, grâce à cette base, pourra mener avec plus d'efficacité encore son rôle de gendarme dans la région, rôle criminel illustré par son intervention au Dhofar.

13 AFRICAINS ASSASSINÉS. A BAS LES RACISTES DE RHODÉSIE !

Les racistes de Rhodésie ont assassiné 13 Africains qui manifestaient contre l'arrestation de six cents personnes. Ce nouveau crime des racistes rhodésiens montre la volonté de rester solidement installé dans le pays contre la volonté du peuple qui exige le transfert immédiat du pouvoir à la majorité africaine de la population. Les négociations que les racistes ont été obligés d'engager avec les mouvements africains, ils entendent les mener dans une position de force pour eux, en poursuivant leur sanglante oppression. Mais le courant de l'histoire est irréversible, et le peuple qui se soulève contre eux en Rhodésie ne renoncera pas à sa lutte pour la libération totale.

GISCARD REFUSE LES SANCTIONS CONTRE L'AFRIQUE DU SUD

L'impérialisme français poursuit sa politique de soutien aux racistes d'Afrique du Sud. Alors que ceux-ci refusent d'appliquer les résolutions de l'ONU leur ordonnant de quitter la Namibie qu'ils ont annexé, le représentant de l'impérialisme français a fait savoir que l'impérialisme français ne voterait aucune sanction contre les racistes. Cette position donne la mesure des paroles d'amitié de l'impérialisme français à l'égard du tiers monde, alors que ses liens commerciaux, notamment les ventes d'armes, et politiques aux racistes d'Afrique du Sud se resserrent.

LES FASCISTES CHASSÉS DE LEUR PAYS SE RÉFUGIENT SOUS LA PROTECTION DE CHIRAC-PONIA

Spinola a affirmé dans une interview à France-Inter qu'il avait obtenu un passeport brésilien et qu'il comptait l'utiliser pour venir en France, afin d'y poursuivre son action politique, ce qui lui est interdit au Brésil. Gageons qu'il sera bien reçu par Poniowski, qui a déjà permis de s'installer aux criminels du régime Lon Nol, Sosthène Fernandez et Cheng Heng, qui a permis à une organisation fasciste composée de résidus du régime Lon Nol, soutenus par l'Ordre Nouveau, Pinochet, de s'exprimer au cours d'une conférence de presse à Paris.

Offrir à ces ennemis des peuples chassés de leur pays par les masses un asile et une tribune, voilà sans doute ce que Chirac appelle faire de la France une terre de liberté.